



10:12 AM
Recherche patient
www.zoommed.com... Google
ou patient sans dossier
Patient
? Dernier : Pierre Tremblay
Signature
REPEATUR 1 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Dre Lucie Sheehy
1-11-111-1
zoommed.com 2581-0722-1771-5220 p 1 de 1

PIERRE TREMBLAY
#DOS. 1122
DATE 31-mai-2009
luccophage Comp. 500mg
1 co. BID. # 60. Ren.: 12
ASaphen Comp. Mast. 80mg
1 co. DIE. # 30. Ren.: 12
Altace Capsule 10mg
1 caps DIE. # 30. Ren.: 12
Lipitor Comp. 20mg
1 co. DIE. # 30. Ren.: 12
Symbicort Pd Inh. (app)
1 inh. BID. x 1 mois. Ren.

ZOOMMED

RAPPORT ANNUEL 2009

ENFIN UNE COMMUNICATION DIRECTE ET EFFICACE
ENTRE MÉDECINS ET PHARMACIENS

TABLE DES MATIÈRES

Contexte très favorable à l'implantation du Prescripteur ZRx.....	2
Une solution prisée par les médecins	3
Enfin une communication directe et efficace entre médecins et pharmaciens.....	4
Percée en cours auprès des chaînes de pharmacies.....	6
Message aux actionnaires.....	8
Rapport de gestion par la direction	12
Rapport de la direction	24
Rapport financier	25
Renseignements corporatifs	52



PROFIL

ZoomMed a conçu et commercialise le **Prescripteur ZRx**, un logiciel Web facilitant la gestion des ordonnances et la communication entre les intervenants du secteur des soins de santé. Le **Prescripteur ZRx** fonctionne sur un petit ordinateur de poche, téléphone intelligent ou un ordinateur. **Grâce à cet outil, le médecin peut remplir une ordonnance munie d'un code-barres unique qui permet au pharmacien d'accéder en ligne à l'information qu'elle contient, par le biais de notre réseau de télécommunication e-Pic.** Le **Prescripteur ZRx** est aussi pour le médecin une source mobile d'informations médicales provenant de sociétés pharmaceutiques et d'organisations privées ou publiques. Avantageuse pour les intervenants du secteur des soins de santé, cette solution permet également aux patients d'obtenir un service plus rapide et sécuritaire. Lancée en novembre 2006, la solution de **ZoomMed** est à présent utilisée par des milliers de médecins au Canada. **ZoomMed** compte une cinquantaine d'employés et ses actions sont inscrites à la bourse de croissance du TSX sous le symbole ZMD.



CONTEXTE TRÈS FAVORABLE À L'IMPLANTATION DU PRESCRIPTEUR ZRx



► VOLONTÉS POLITIQUES

Le gouvernement canadien a alloué un budget de 2,4 milliards \$CDN dans Info-route / Info-Way et réinjecté dans son budget de 2009 une somme supplémentaire de 500 millions \$CDN pour la mise en œuvre de systèmes de dossiers de santé électroniques à l'intention des médecins et des points de services. Quant au gouvernement américain, il attribue 19 milliards \$US à l'implantation des technologies de l'information dans le domaine de la santé, dont les prescripteurs électroniques.

► SYSTÈME DE SOINS DE SANTÉ ENGORGÉ

Plus de 422 millions d'ordonnances sont émises et 440 millions d'examen de laboratoires sont prescrits manuellement chaque année au Canada. Et ce nombre est en progression, notamment en raison du vieillissement de la population.

► ORDONNANCES INAPPROPRIÉES

Près de 700 décès par année sont reliés à des erreurs d'ordonnance au Canada. Compte tenu de tous les frais qui en découlent, l'élimination des ordonnances inappropriées représenterait des économies de plus de 600 \$ millions.

► PROLIFÉRATION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

De nouveaux produits pharmaceutiques sont constamment mis en marché. Les médecins ont de moins en moins le temps de rencontrer les représentants pharmaceutiques et de suivre des formations, ce qui compromet la qualité des soins prodigués.

► INCITATIF FINANCIER POUR LES MÉDECINS AMÉRICAINS

Aux États-Unis, Medicare paie déjà entre 1 700 \$ et 3 500 \$ additionnels par année aux quelque 100 000 médecins qui ont recours à un système d'ordonnances en ligne. Pire encore, les médecins qui ne se convertissent pas seront pénalisés à compter de 2012.

► SURABONDANCE DE PATIENTS

Les médecins sont surchargés et cherchent des moyens performants pour améliorer l'efficacité de leur pratique et optimiser la qualité des soins offerts.

► PROGRÈS TECHNOLOGIQUES

Les connexions Internet sans fil, l'introduction et l'utilisation accrue d'ordinateurs de poche et de téléphones intelligents ainsi que la diminution du coût du matériel informatique permettent l'essor de solutions auparavant inimaginables.

Compte tenu de ces facteurs favorisant, il est prévu que le taux d'adhérence des médecins à l'utilisation d'un système d'ordonnances en ligne passera de 15 % en 2009 à près de 75 % en 2014.

Sources : Inforoute Santé du Canada, IMS Health Canada, Institut canadien d'information sur la santé, Surescripts.





UNE SOLUTION PRISÉE PAR LES MÉDECINS

Plus de 3 000 médecins canadiens ont décidé d'adopter le **Prescripteur ZRx** pour remplir les ordonnances de leurs patients. Pour le médecin, les avantages sont évidents :

- Ordonnances et renouvellements en quelques secondes;
- Détection automatique des interactions médicamenteuses;
- Optimisation des choix de traitement par la consultation du profil pharmacologique du patient;
- Recours à un avertisseur thérapeutique facilitant la prise de décision;
- Acheminement des messages d'arrêt et des avis de modification de traitement directement au pharmacien;
- Diminution du nombre d'appels des pharmaciens pour clarifier le contenu ou renouveler une ordonnance.

Il n'est donc pas surprenant que la majorité des médecins rencontrés, par nos représentants, adhèrent à la solution de **ZoomMed**.

Zoom

Le **Prescripteur ZRx** repose sur l'utilisation des plus récentes technologies alliées avec une connexion Internet (technologie Microsoft .NET®) et un fureteur compatible avec Internet Explorer®. La société utilise la base de données de l'aviseur thérapeutique de Telus Solutions en santé (SantéXpert^{MD}) qui offre diverses fonctionnalités, dont les interactions médicamenteuses, les contre-indications, les classes thérapeutiques et médicamenteuses ainsi que les alternatives de traitement.

« L'utilisation du **Prescripteur ZRx** est vraiment simple et pratique. Les re-prescriptions sont vraiment facilitées en plus d'être parfaitement lisibles. La possibilité de consulter la monographie est très appréciée ainsi que la présence d'indicateurs d'interactions pharmacologiques. Je suis vraiment satisfaite. »

Dre Anne-Edith Desrosiers
Clinique Médicale de Lévis
(Lévis, Québec)

« Je suis tellement passionnée par le **Prescripteur ZRx** que je ne pourrais pas retourner en arrière. La rapidité d'exécution de ce merveilleux système a rendu notre clinique plus efficace. Les patients et les secrétaires sont vraiment satisfaits. C'est un bon début au processus d'informatisation. »

Dr. Marcia Joseph
The Office of Dr. Joseph & Dr. Stern
(Scarborough, Ontario)

« Avec le **Prescripteur ZRx**, la communication avec le pharmacien se fait plus rapidement car on peut avoir accès au dossier pharmacologique en quelques secondes. De plus, j'apprécie vraiment cet outil lorsque vient le temps de renouveler vingt médicaments et plus pour un même patient. »

Dr Yves Faucher
Clinique du Dr. Yves Faucher
(St-Jean-sur-Richelieu, Québec)

« Le **Prescripteur ZRx** est devenu un outil essentiel à ma pratique quotidienne. Non seulement m'a-t-il permis d'augmenter mon efficacité, l'exactitude de mes prescriptions et ma rapidité d'exécution qu'il a permis d'améliorer la satisfaction de mes patients. Maintenant que j'utilise le **Prescripteur ZRx** depuis plusieurs mois, je réalise que c'est **LE** service dont je ne pourrais me passer. »

Dr. Ira Bernstein
The Office of Dr. Bernstein & Dr. Reinhartz
(Toronto, Ontario)

« Le **Prescripteur ZRx** est un outil très simple d'utilisation, nous permettant de produire ou de renouveler une prescription rapidement. Il nous est vraiment difficile de s'en passer. »

Dre Hélène Beaulieu
GMF Duchatel
(Québec, Québec)

« Je reçois beaucoup moins d'appels des pharmaciens depuis que j'utilise le **Prescripteur ZRx**. De plus, ceux-ci apprécient vraiment recevoir des prescriptions lisibles sans pattes de mouches. »

Dr. Tak S. Lo
The Office of Dr. Tak S. Lo
(Scarborough, Ontario)





ENFIN UNE COMMUNICATION DIRECTE ET EFFICACE ENTRE MÉDECINS ET PHARMACIENS



Le **Prescripteur ZRx** met en relation, en temps réel, tous les intervenants impliqués dans le traitement d'une ordonnance : médecins, patients, compagnies pharmaceutiques et pharmacies. L'amélioration de la communication et de la gestion qui s'en suit rehausse l'efficacité du système de soins de santé et permet aux patients d'obtenir un service plus rapide et sécuritaire.

AVANTAGES POUR LES PATIENTS

- Optimisation de la qualité des traitements;
- Diminution du risque d'erreur lié à l'illisibilité des ordonnances et aux interactions médicamenteuses;
- Traitement rapide des ordonnances qui peuvent être préparées avant même que le patient n'entre dans la pharmacie.



MÉDECIN



RENOUVELLEMENT
ÉLECTRONIQUE DES
PRESCRIPTIONS

ENTREPRISES S'ADRESSANT AUX MÉDECINS



Sociétés pharmaceutique



Télécommunications



Assureurs



Produits et services





ENFIN UNE COMMUNICATION DIRECTE ET EFFICACE ENTRE MÉDECINS ET PHARMACIENS

Envoi de l'information de la prescription en AVANCE



PHARMACIEN

AVANTAGES POUR LES PHARMACIES

- Réduction des risques d'erreur liés aux prescriptions illisibles;
- Diminution du temps de traitement des ordonnances;
- Diminution des appels destinés aux médecins pour clarifier les prescriptions;
- Augmentation du taux de délivrance des nouvelles prescriptions;
- Automatisation des renouvellements de prescription;
- Réduction du temps d'attente des clients et fidélité accrue.

ENTREPRISES RECEVANT LES PRESCRIPTIONS



Pharmacies



Laboratoires privés



Physiothérapie



Radiologie





PERCÉE EN COURS AUPRÈS DES CHÂÎNES DE PHARMACIES

Depuis novembre 2006, date de la première implantation du **Prescripteur ZRx**, ZoomMed a réalisé de nombreuses avancées. Jusqu'en 2008, les efforts de vente ont surtout porté sur la présentation de la solution aux médecins. Le **Prescripteur ZRx** génère actuellement 1,2 million de prescriptions par mois (incluant les renouvellements), représentant des ventes de 600 millions \$ par année pour les pharmaciens. Qui plus est, ces chiffres ne cessent d'augmenter. Les chaînes de pharmacies ne peuvent plus ignorer cette occasion d'affaires. En effet, celles qui adhèrent favorisent la croissance de leurs revenus et la réduction de leur frais d'exploitation.

BÉNÉFICES POUR LES PHARMACIES

- ▶ Augmentation de la dispense des ordonnances due à l'augmentation de l'observance au traitement par les patients.
- ▶ Réduction des appels téléphoniques aux médecins visant à clarifier les ordonnances.
- ▶ Réduction du temps de saisie pour les nouvelles prescriptions.

En vue d'optimiser l'adhérence des pharmacies, ZoomMed entreprendra à l'automne 2009 une vaste campagne de sensibilisation auprès des patients des cliniques participantes. En fait, plus les patients seront conscients des bénéfices associés à la solution de ZoomMed tels, meilleure qualité des traitements, risque d'erreur moindre et service plus rapide, plus ils exigeront que leur pharmacien se joigne au Réseau **e-Pic** de ZoomMed.

Dans les cliniques médicales ayant adhéré au **Prescripteur ZRx**, les médecins sont invités à placer des affiches bien en vue et à offrir des dépliants informatifs à leurs patients.

RÉDUISEZ VOTRE TEMPS D'ATTENTE EN PHARMACIE...

...GRÂCE AU RÉSEAU e-Pic

ici

Envoi d'avance

Clinique Pharmacie

- 1 Réception d'une ordonnance signée de votre médecin
- 2 Envoi électronique d'un message à votre pharmacie par votre médecin
- 3 N'attendez plus pour recevoir vos prescriptions

ZOOMMED
6300, rue Aurore, suite 121, Brossard (Québec) J4Z 3P2
Tél. : 450 678 9497 - Sans frais : 1 877 678 9507 - Tél. 5222 - Fax : 450 678 9950
www.zoommed.com/pharmacie

Affiche

Le fonctionnement du Réseau e-Pic

Envoi électronique d'un message à votre pharmacien

N'attendez plus pour recevoir vos prescriptions

Service rapide

LES AVANTAGES

Dépliant





PERCÉE EN COURS AUPRÈS DES CHAÎNES DE PHARMACIES

Une fois que la pharmacie adhère au Réseau **e-Pic**, **ZoomMed** lui remet des outils promotionnels pour informer ses clients et optimiser ses retombées. En plus de l'affiche et du dépliant, le pharmacien peut apposer un autocollant à sa porte d'entrée pour indiquer qu'il fait partie du réseau de télécommunication **e-Pic**.



Autocollant

Voici quelques commentaires de pharmaciens au sujet du Réseau **e-Pic**.

« Nos pharmaciens prennent toutes les précautions nécessaires dans le but de prévenir les interactions médicamenteuses dangereuses. Or, nous croyons fermement que le **Prescripteur ZRx** de **ZoomMed** s'avère un outil remarquable pour améliorer le bien-être de nos patients. »

M. Magdy Nashat
Président
Prince Theodore Group of Pharmacies
(Groupe de 20 pharmacies situées en Ontario)

« Je n'ai plus à prendre du temps afin de déchiffrer l'écriture des médecins. Avec les prescriptions envoyées d'avance, mes patients n'ont plus à attendre, ils n'ont qu'à passer au comptoir pour prendre possession de leurs prescriptions. C'est le système idéal pour ma pharmacie, mes patients et les médecins qui doivent effectuer des renouvellements. »

Ana Kabigting
Pharmacienne, Rexall
(Scarborough, Ontario)

« C'est un excellent outil de travail qui permet d'augmenter la productivité et de faciliter nos tâches quotidiennes. L'utilisation du lecteur de codes-barres diminue énormément les risques d'erreurs. »

Kim Uyen Huynh
Pharmacienne - propriétaire, Uniprix
(Montréal, Québec)





MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Chers actionnaires, clients et employés de **ZoomMed**,

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2009, nous avons fait fi de la crise économique et avons poursuivi avec succès l'implantation de notre plan d'affaires. Le **Prescripteur ZRx** sera au cœur de la pratique de plus de 3 000 médecins canadiens qui ont déjà décidé de l'utiliser. Cette masse critique nous permet d'entreprendre la prochaine étape de notre plan d'affaires, une étape qui sera marquée par la croissance rapide de nos revenus. Déjà en 2009, notre clientèle pharmaceutique s'est élargit et des chaînes de pharmacies ont choisi d'implanter notre solution. Le virage technologique du secteur des soins de santé est bien amorcé et nous sommes parfaitement positionnés pour en tirer profit.

Zoom

ZoomMed - le plus important fournisseur de prescripteurs électroniques au Canada

*Plus de 3 000 médecins canadiens ont décidé d'utiliser le **Prescripteur ZRx**, correspondant, à ce jour, à plus de 14 millions de prescriptions annuellement (incluant les renouvellements), et qui correspondent à des ventes de plus de 600 millions \$ par année.*

VOLONTÉ POLITIQUE ET INCITATIFS FINANCIERS

De nos jours, il est peu fréquent de trouver un projet aussi rassembleur que l'informatisation du secteur des soins de santé. En effet, tous les intervenants y trouvent leur compte : patients, médecins, pharmaciens, compagnies pharmaceutiques, gouvernements et autres payeurs. Les gouvernements sont maintenant parfaitement conscients que l'implantation d'un système facilitant la gestion des ordonnances et la communication entre les intervenants permet de réduire :

- les décès et les hospitalisations reliés aux erreurs d'ordonnances;
- l'inefficience reliée à la manutention de papiers, et
- les engorgements du système de la santé.

Par conséquent, le gouvernement canadien a alloué un budget de 2,4 milliards \$CDN dans Info-route / Info-Way et réinjecté dans son budget de 2009 une somme supplémentaire de 500 millions \$CDN pour la mise en œuvre de systèmes de dossiers de santé électroniques à l'intention des médecins et des points de services. Au sud de la frontière, plus de 19 milliards \$US ont été alloués dans le cadre du plan de relance signé par Barack Obama en février 2009 pour développer l'usage des technologies dans le domaine de la santé, dont les prescriptions électroniques. Les médecins américains qui ont recours à un système d'ordonnances en ligne reçoivent déjà une prime. À l'opposé, les médecins qui ne se convertiront pas avant 2012 seront pénalisés. Les enjeux sont importants et les incitatifs sont éloquentes. Les fonds alloués à l'informatisation du système de la santé et les primes reliées à l'utilisation d'un prescripteur électronique influenceront indéniablement le comportement des intervenants, au grand bénéfice de toute la société.

Zoom

*Plusieurs entreprises renommées utilisent les services de **ZoomMed** pour informer les médecins au sujet de leurs produits. Entre autres, Boehringer Ingelheim (Canada) Ltd./Ltée, Bristol-Myers Squibb Canada, Sanofi-aventis Canada inc., Merck Frosst/Schering Produits pharmaceutiques, GlaxoSmithKline, Janssen-Ortho Inc., Pfizer Canada inc. ainsi que plusieurs autres.*





MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

PRÉCURSEUR DANS LES PHARMACIES CANADIENNES

Dans le message du rapport annuel précédent, j'ai précisé que la masse critique de médecins participants nous permettait à présent de solliciter avec confiance les sociétés pharmaceutiques et les chaînes de pharmacies. Or, c'est précisément ce que nous avons accompli. À ce jour, les grandes chaînes de pharmacies canadiennes sont enfin prêtes à implanter un système de communication entre pharmaciens et médecins. Plusieurs projets pilotes au sein de chaînes sont en cours. Par ailleurs, nous avons conclu des ententes avec Telus et Kroll, deux fournisseurs de services informatiques, auprès de plus de 4 000 pharmacies, joueurs incontournables dans l'industrie canadienne des pharmacies.

Pour accélérer notre taux de pénétration, nous initierons une importante campagne de sensibilisation des patients à l'automne 2009. Affiches et dépliants à l'appui, les cliniques médicales et les pharmacies clientes transmettent les bienfaits du réseau **e-Pic** de **ZoomMed**. Du même coup, ces cliniques et pharmacies rehaussent la qualité de leurs services et se distinguent de leur concurrence.

Zoom

*En vue de concentrer ses ressources à sa principale mission, **ZoomMed** a vendu en mai 2009 les actifs de sa division ZoomMed Équipements, filiale spécialisée dans la vente de fournitures et d'équipements paramédicaux par le biais de son réseau de franchises ZoomCité.*

ÉTATS-UNIS - UNE OCCASION À SAISIR

Selon une récente étude réalisée par Surescripts aux États-Unis, 13 % des médecins américains seulement rédigent leurs ordonnances en ligne. En raison de nombreux éléments favorisant, cette proportion pourrait atteindre 75 % en 2014 et 90 % 2018. Ce changement fondamental pourrait faire économiser 22 milliards \$US au pays en dix ans.

Aux États-Unis, l'adhésion des pharmaciens est bien amorcée. À titre d'exemple, les pharmacies Walgreens ont enregistré 3,1 millions de prescriptions électroniques en mars 2009, marquant une progression de 211 % par rapport aux résultats constatés en mars 2008. La chaîne de pharmacies estime qu'elle remplira plus de 40 millions de prescriptions électroniques en 2009 contre 15 millions l'an passé.

Selon nous, en dépit de cette percée de la prescription en ligne, peu d'applications offertes aux États-Unis ne rivalisent avec le **Prescripteur ZRx**. En effet, notre solution fait appel à une application Web, alors que la plupart des solutions concurrentes utilisent des

applications natives (intégrées à l'ordinateur de poche). Indépendante et simple d'utilisation, notre application répond mieux aux besoins des médecins. À l'opposée, la majorité des solutions concurrentes, conçues pour s'intégrer aux systèmes de gestion de dossiers électroniques, sont plus complexes et difficile d'utilisation.

Compte tenu de la volonté politique, des incitatifs financiers, de l'immense marché potentiel et des caractéristiques avantageuses de notre solution, le marché américain représente indéniablement une occasion à saisir pour **ZoomMed**. Toutefois, ce marché est immense et nos concurrents sont bien nantis. Pour minimiser notre investissement et nos risques, nous comptons mettre en marché, aux États-Unis, le **Prescripteur ZRx** par le biais de partenaires américains.

À ce jour, nous avons créé une filiale, **ZoomMedUSA**, et déposé les documents nécessaires à l'obtention des approbations réglementaires. Nous avons présenté notre produit lors de la conférence HIMSS qui se tenait à Chicago en avril 2009, et sommes présentement en discussion avec quelques partenaires potentiels d'envergure.





MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

PARFAITEMENT POSITIONNÉE

Moins de 10 % des quelque 800 000 médecins nord américains font usage d'un prescripteur électronique et transmettent celles-ci aux pharmaciens. C'est bien peu, et c'est ce qui rend l'avenir de **ZoomMed** si prometteur.

Zoom

Depuis sa fondation en 2005, **ZoomMed** a réalisé des financements totalisant près de 20 millions \$. Au cours de l'exercice 2009, la société a complété un placement public pour un produit brut de 7 671 514 \$ par l'émission de 26 453 495 unités au prix de 0,29 \$ l'unité. Ces fonds ont notamment servis à renforcer notre équipe de vente, à l'aboutissement de quelques projets pilotes, et au développement et à la mise en marché de notre solution sur la technologie iPod touch^{MD} et iPhone^{MD} de Apple à l'automne 2008.

Le virage technologique du secteur des soins de santé en Amérique du Nord est bien amorcé et **ZoomMed** est parfaitement positionnée pour en tirer profit. À cette fin, notre énergie et nos ressources sont principalement allouées à l'implantation de notre solution dans les pharmacies canadiennes et à la mise en place d'un réseau de distributeurs aux États-Unis.

Ce virage électronique est aussi irréversible. En effet, les prescripteurs électroniques deviennent de plus en plus des outils indispensables pour les médecins. Or, chaînes de pharmacies et sociétés pharmaceutiques seront emportées par ce courant si elles désirent maintenir et améliorer leur communication avec les médecins. Et plus les intervenants du secteur des soins de santé communiqueront entre eux, plus **ZoomMed** percevra de frais de transactions et d'affichage.





MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

REMERCIEMENTS

Je désire souligner l'excellent travail des quelque 50 employés de **ZoomMed** qui contribuent à bâtir une entreprise de premier plan. L'implantation de notre plan d'affaires progresse à souhait et je leur en suis reconnaissant.

Je remercie les nombreux médecins qui utilisent le **Prescripteur ZRx** : vous êtes à la fois notre raison d'être et la véritable clé de notre succès.

Merci aussi à nos partenaires d'affaires pour la qualité de leurs services et leur détermination. Ce sont des gens proactifs, innovateurs et efficaces, qui nous inspirent dans l'atteinte de nos objectifs.

La croissance rapide de **ZoomMed** et le marché dynamique dans lequel nous sommes engagés imposent de nombreuses décisions. À cet égard, les conseils judicieux des administrateurs de la société nous ont été précieux.

Finalement, je remercie les actionnaires de **ZoomMed** pour la confiance et le soutien qu'ils nous accordent. Nous sommes déterminés à bâtir une entreprise prospère, à devenir un chef de file dans le secteur des soins de santé et à optimiser la valeur de votre investissement dans la société.

Le président et chef de la direction,

Yves Marmet





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Ce rapport de gestion explique les résultats d'exploitation, les variations de la situation financière et des flux de trésorerie consolidés de **ZoomMed inc.** au 31 mai 2009 et au 31 mai 2008. Il doit être lu dans le contexte de l'information fournie par les états financiers vérifiés et consolidés de **ZoomMed inc.** et par les notes afférentes pour les exercices terminés les 31 mai 2009 et 31 mai 2008. De plus, certains résultats d'exploitation, variations de la situation financière et flux de trésorerie sont comparés avec les données de l'exercice financier se terminant le 31 mai 2007.

Cette analyse de la direction a été complétée en fonction des informations disponibles au 26 août 2009.

Toutes les données financières contenues dans cette analyse ont été dressées conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion peut contenir des informations et des déclarations de nature prospective relatives à la performance future de la société. Ces déclarations sont effectuées sur la base de suppositions et d'incertitudes ainsi que sur la meilleure évaluation possible des événements futurs par la direction. Ainsi, les lecteurs sont avisés que les résultats réels peuvent être différents des résultats anticipés.

Ce rapport de gestion a été soumis au comité de vérification et approuvé par le conseil d'administration de **ZoomMed inc.**

DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

La société a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions. Elle se consacre au développement et la commercialisation du **Prescripteur ZRx**, un produit innovateur pour les médecins.

REVUE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2009

Selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, l'opération admissible a été traitée à titre de prise de contrôle inversée de la société par **ZoomMed Médical inc.** et est comptabilisée comme une opération portant sur les capitaux propres de **ZoomMed Médical inc.** Les présents états financiers consolidés reflètent les comptes de **ZoomMed Médical inc.** à leur valeur comptable puisque **ZoomMed Médical inc.** a été réputée être l'acquéreur.

Le 21 mai 2009, **ZoomMed inc.** a vendu la quasi-totalité de l'actif de sa division d'équipements paramédicaux et de son réseau de franchises sous l'appellation de « ZoomCité » pour une contrepartie en espèces de 364 785 \$, résultant en un gain sur disposition de 139 275 \$ (net des frais de vente de 40 567 \$). Cette transaction, sans lien de dépendance représentait seulement 2,5 % des actifs totaux de **ZoomMed.**

La société a vendu cette division dans le but de concentrer ses efforts et ses ressources, tant humaines que financières, sur le développement et la commercialisation du **Prescripteur ZRx** qui présente un potentiel de croissance considérablement plus élevé.

Les informations contenues aux états financiers consolidés de 2009 et au rapport de gestion sont basées sur les activités poursuivies. De ce fait, l'information présentée pour les années antérieures reflète celle des activités poursuivies par la société afin de permettre une comparaison plus adéquate.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

INFORMATION ANNUELLE SÉLECTIONNÉE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	ZoomMed inc. au 31 mai 2009	ZoomMed inc. au 31 mai 2008	ZoomMed inc. au 31 mai 2007
Chiffre d'affaires	618 715 \$	630 977 \$	19 628 \$
Frais de vente	1 704 571	1 289 920	677 549
Frais d'administration	1 503 256	1 197 181	2 301 165
Frais d'opération	1 626 670	924 954	358 932
EBITDA	(4 215 782)	(2 781 078)	(3 318 018)
Frais financiers	18 396	5 407	2 780
Amortissements	1 317 495	972 180	307 827
Perte nette des activités poursuivies avant abandon d'activités	(5 551 673)	(3 758 665)	(3 628 625)
Bénéfice (perte) découlant de l'exploitation de la division d'équipements paramédicaux	14 968 \$	(203 547) \$	(473 609) \$
Résultat de base et dilué par action	(0,058) \$	(0,055) \$	(0,081) \$
Résultat de base et dilué par action des activités poursuivies	(0,058) \$	(0,052) \$	(0,071) \$
Nombre moyen pondéré d'actions	95 541 691	71 558 782	50 836 205

Le chiffre d'affaires est composé des revenus générés par le **Prescripteur ZRx** qui ont débuté au cours de l'exercice 2007. Les revenus proviennent majoritairement de contrats signés auprès des compagnies pharmaceutiques. Ces contrats sont pour une durée de 12 mois et doivent être reconnus au prorata des mois encourus. En fin d'année, une portion des revenus est donc inscrite au passif à court terme. Au cours de l'exercice 2009, plusieurs contrats de compagnies pharmaceutiques ont été signés, ce qui a donné lieu à un revenu reporté de 237 708 \$ comparativement à 71 970 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2008. Comparativement à 2008, la société a conclu en 2009 plus d'ententes avec les compagnies pharmaceutiques.

Les frais de vente ont connu une augmentation depuis le 31 mai 2007. Cette augmentation est principalement liée à l'embauche de personnel.

Au cours de l'exercice 2008 l'ouverture du bureau de l'Ontario a nécessité l'embauche de représentants et au cours de l'exercice 2009 l'embauche du personnel pour les communications et le marketing a été nécessaire pour répondre aux besoins du secteur pharmaceutique. De plus, depuis le deuxième trimestre de 2008 le déplacement de notre personnel du Québec vers l'Ontario a été régulier afin d'établir une bonne base et d'offrir un service de qualité équivalent.

Les frais d'administration généraux pour les trois exercices sont demeurés stables. L'écart constaté entre les exercices est attribuable au coût de rémunération à base d'action représentant une charge non récurrente de 1 251 275 \$ pour l'exercice 2007, de 62 750 \$ pour l'exercice 2008 et de 276 829 \$ pour l'exercice 2009 dont une charge de 4 473 \$ liée aux activités abandonnées.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Les frais d'opération s'élèvent à 1 626 670 \$ pour l'exercice 2009 comparativement à 924 954 \$ pour l'exercice 2008 et 358 932 \$ pour l'exercice 2007. Au cours de l'exercice 2008, l'augmentation de 566 022 \$, comparativement à 2007, s'explique par l'embauche de personnel pour le développement et le déploiement du **Prescripteurs ZRx**. L'augmentation de 701 716 \$ au cours de l'exercice 2009, comparativement à 2008, est attribuable en grande partie aux frais de développement qui étaient par les années antérieures capitalisés entièrement alors que maintenant, seulement les nouvelles fonctionnalités sont capitalisées. Durant l'année il y a eu embauche du personnel dans nos bureaux des deux provinces. Pour l'Ontario l'embauche du personnel est liée principalement au déploiement du **Prescripteur ZRx**, tandis qu'au Québec l'embauche du personnel a touchée principalement le département de service à la clientèle pour desservir le Canada ainsi que certains ajouts ont été faits à l'équipe de marketing pour les pharmaceutiques.

L'augmentation des amortissements est attribuable en partie à l'augmentation de l'équipement de déploiement du **Prescripteur ZRx** et aux frais de développement qui ont commencé à être amortis au cours de l'exercice 2007.

ZoomMed affiche un EBITDA (revenus (pertes) avant intérêts, impôts, amortissements et provisions)

de (4 215 782) \$ pour l'exercice du 31 mai 2009, comparativement à (2 781 078) \$ pour l'exercice du 31 mai 2008 et de (3 318 018) \$ pour l'exercice du 31 mai 2007.

ZoomMed affiche une perte nette des activités poursuivies avant abandon d'activités de 5 551 673 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mai 2009, de 3 758 665 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mai 2008 et de 3 628 625 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mai 2007. L'augmentation des dépenses et de la perte nette au cours des exercices 2008 et 2009 est attribuable aux dépenses reliées à la commercialisation et au déploiement du **Prescripteur ZRx** au Québec et en Ontario.

Le 21 mai 2009, **ZoomMed** a vendu la quasi-totalité de l'actif de sa division d'équipements paramédicaux et de son réseau de franchises sous l'appellation de « ZoomCité » pour une contrepartie en espèces de 364 785 \$, résultant en un gain sur disposition d'actifs de 139 275 \$ (net des frais de vente de 40 567 \$). Le bénéfice constaté pour l'exercice se terminant le 31 mai 2009 pour la division d'équipements est le résultat du gain sur disposition.

ZoomMed a enregistré une perte par action de 0,058 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2009, de 0,055 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2008 et de 0,081 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mai 2007.

INFORMATION TRIMESTRIELLE SÉLECTIONNÉE

ACTIVITÉS POURSUIVIES	ZoomMed inc. Q4-2009	ZoomMed inc. Q3-2009	ZoomMed inc. Q2-2009	ZoomMed inc. Q1-2009	ZoomMed inc. Q4-2008
Chiffre d'affaires	151 515 \$	164 774 \$	191 071 \$	111 355 \$	107 048 \$
Frais d'exploitation des activités poursuivies	1 226 505	1 208 838	1 436 918	980 632	1 163 115
Perte nette des activités poursuivies	(1 418 739)	(1 386 719)	(1 568 539)	(1 177 676)	(1 316 821)
Bénéfice (perte) découlant de l'exploitation de la division d'équipements paramédicaux	155 297	(64 331)	(49 253)	(26 745)	(48 245)
Résultat de base et dilué par action	(0,013) \$	(0,015) \$	(0,016) \$	(0,014) \$	(0,019) \$





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Quatrième trimestre de 2009

Pour la période de trois mois terminée le 31 mai 2009, la société a enregistré des revenus d'activités poursuivies de 151 515 \$, soit une augmentation de 41,5 % par rapport aux revenus de 107 048 \$ réalisés pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de la dernière année, la société a signée plus de contrats auprès des compagnies pharmaceutiques. Ces contrats sont pour une durée de 12 mois et doivent être reconnus au prorata des mois encourus.

Les frais d'exploitation des activités poursuivies ont augmenté de 5 % au cours du quatrième trimestre 2009 pour s'établir à 1 226 505 \$, comparativement à 1 163 115 \$ pour la période correspondante de 2008.

La société a enregistré une perte nette des activités poursuivies de 1 418 739 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mai 2009, comparativement à une perte nette des activités poursuivies de 1 316 821 \$ pour la période précédente correspondante. L'augmentation est attribuable aux dépenses reliées à la commercialisation et au déploiement du *Prescripteur ZRx* au Québec et en Ontario.

Pour le dernier trimestre de l'exercice 2009, la société affiche un bénéfice découlant de l'exploitation de la division d'équipements paramédicaux de 155 297 \$ comparativement à une perte de (48 245) \$ pour la période correspondante de 2008. L'écart important s'explique par la vente de la quasi-totalité de l'actif de sa division d'équipements paramédicaux et de son réseau de franchises sous l'appellation de « ZoomCité » pour une contrepartie en espèces de 364 785 \$.

L'augmentation des frais d'exploitation, au cours du deuxième trimestre, s'explique par une augmentation des frais d'administration attribuable au coût de rémunération à base d'action représentant une charge non récurrente de 272 356 \$.

L'augmentation graduelle des frais d'exploitation est principalement liée aux opérations du bureau de l'Ontario. Nous avons embauché de nouveaux représentants tout au cours de l'année ainsi que du personnel pour le déploiement du *Prescripteur ZRx*. Au Québec, nous avons procédé à l'embauche de personnel pour le service à la clientèle.

Les informations trimestrielles suivantes ont été présentées sur la même base que les états financiers consolidés vérifiés. Les montants figurant ci-dessous représentent avec justesse les résultats trimestriels non vérifiés qui doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés vérifiés et les notes afférentes.

SITUATION FINANCIÈRE

BILANS	ZoomMed inc. au 31 mai 2009	ZoomMed inc. au 31 mai 2008	ZoomMed inc. au 31 mai 2007
Encaisse	606 397 \$	952 943 \$	5 087 056 \$
Certificats de placement garanti	2 609 658	25 000	32 852
Fonds de roulement	2 547 798	220 730	4 622 938
Immobilisations corporelles	1 181 734	1 074 201	516 246
Actifs incorporels	2 839 832	3 590 563	3 696 352
Actif total	7 469 408	6 042 254	9 964 946
Dette à long terme incluant portion court terme	111 200	168 132	113 340
Capitaux propres	6 504 987	4 814 891	8 596 296
Capital-actions	20 501 758	14 570 915	14 426 660





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Au cours de l'exercice 2009, la société a complété un placement public pour un produit brut de 7 671 514 \$ par l'émission de 26 453 495 unités au prix de 0,29 \$ l'unité, cette transaction a généré une augmentation de l'encaisse et des placements. Une transaction du même type avait été effectuée au cours de l'exercice 2007.

En tenant compte de l'encaisse et des certificats de placement garanti, encaissable en tout temps, les liquidités totalisent la somme de 3 216 055 \$ au 31 mai 2009, soit une encaisse de 606 397 \$ et des certificats de placement de 2 609 658 \$.

Depuis l'exercice 2007, l'augmentation des immobilisations corporelles proviennent principalement de l'acquisition d'équipements informatiques utilisés pour le déploiement du *Prescripteur ZRx* chez les médecins.

La valeur aux livres des actifs incorporels a diminué de 856 520 \$ depuis le 31 mai 2007. Au cours de l'exercice 2008, le total des frais de développement capitalisé a été 535 644 \$ et 255 169 \$ pour l'exercice 2009. La diminution est essentiellement attribuable à l'amortissement enregistré au cours des deux derniers exercices.

L'actif total de la société est passé de 9 964 946 \$ en 2007 à 6 042 254 \$ au 31 mai 2008 et à 7 469 408 \$ au 31 mai 2009. La fluctuation de l'actif se reflète surtout au niveau de l'encaisse et des certificats de placements garantis suite aux émissions d'actions ainsi qu'aux immobilisations corporelles suite à l'acquisition d'équipements de déploiement pour le Québec et l'Ontario.

La dette à long terme est passée de 113 340 \$ au 31 mai 2007 à 168 132 \$ au 31 mai 2008 et à 111 200 \$ au 31 mai 2009. Au cours de l'exercice se terminant le 31 mai 2008, la société a contracté un effet à payer de 150 000 \$.

Au 31 mai 2008, les capitaux propres de la société ont diminués de 3 781 405 \$, la baisse est attribuable à la perte de l'exercice. Au 31 mai 2009 les capitaux propres ont augmentés de 1 690 096 \$, cette augmentation s'explique par l'émission d'actions ordinaires complétée le 8 juillet 2008, diminué de la perte de l'exercice.

LIQUIDITÉS ET FONDS PROPRES

SITUATION DE TRÉSORERIE	ZoomMed inc. au 31 mai 2009	ZoomMed inc. au 31 mai 2008	ZoomMed inc. au 31 mai 2007
Liquidités utilisées par les activités d'exploitation	(4 021 152) \$	(2 778 179) \$	(1 973 045) \$
Liquidités utilisées par les activités de financement	6 656 122	14 529	7 366 743
Liquidités utilisées par les activités d'investissement	(2 981 516)	(1 370 463)	(897 543)
Variation nette de la trésorerie	(346 546)	(4 134 113)	4 496 155
Encaisse à la fin	606 397	952 943	5 087 056





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

En tenant compte de l'encaisse et des certificats de placement garanti, encaissable en tout temps, les liquidités totalisent la somme de 3 216 055 \$ au 31 mai 2009, soit une encaisse de 606 397 \$ et des certificats de placement de 2 609 658 \$.

Les liquidités utilisées par les activités d'exploitation ont été de 1 973 045 \$ en 2007, de 2 778 179 \$ en 2008 et de 4 021 152 \$ en 2009. L'augmentation est principalement due au déficit des exercices qui est attribuable majoritairement à l'augmentation des frais de développement qui ne sont plus capitalisés ainsi qu'à l'embauche de personnel additionnel pour la commercialisation et le déploiement du *Prescripteur ZRx*.

Les activités de financement pour l'exercice se terminant le 31 mai 2009 ont été de 6 656 122 \$, tandis que pour l'exercice se terminant le 31 mai 2008, les activités de financement ont été de 14 529 \$ et de 7 366 743 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mai 2007. Pour les exercices 2007 et 2009, les activités de financement sont liées à l'émission d'actions.

Au 31 mai 2009 les investissements de 2 981 516 \$ sont liés à l'acquisition d'un certificat de placement garanti de 2 500 000 \$, au produit de cession d'activités abandonnées de 324 218 \$ et à l'acquisition d'immobilisations corporelles et des frais de développement. Pour les exercices terminés le 31 mai 2007 et 2008, les investissements de 897 543 \$ pour 2007 et de 1 370 463 \$ pour 2008, sont liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et des frais de développement.

La variation nette de la trésorerie découlant de ces trois catégories d'activités a été de (346 546) \$ pour l'exercice 2009, de (4 134 113) \$ pour l'exercice 2008, et de 4 496 155 \$ pour l'exercice 2007.

LIQUIDITÉS ET EMPRUNTS

Selon la direction, en plus des 3 216 055 \$ disponibles, les liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par les contrats signés auprès des sociétés pharmaceutiques, et des revenus transactionnels provenant de l'utilisation par

les pharmaciens de notre Réseau de communication « **e-Pic** » qui permet de saisir (scanner), de transférer et/ou de recevoir l'information des ordonnances électroniquement en provenance d'un médecin utilisant le *Prescripteur ZRx*.

ARRANGEMENT HORS BILAN

Il n'y a aucun arrangement hors bilan qui a ou est susceptible d'avoir une incidence sur les résultats d'exploitation ou sur la situation financière de la société.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Exercice 2009

Au cours de l'exercice, la société a versé des honoraires professionnels totalisant 84 000 \$ à une société détenue par un actionnaire et administrateur. Au 31 mai 2009, les créiteurs incluent 7 000 \$ relativement à ces opérations.

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

ACTIONS EN CIRCULATION AU 26 AOÛT 2009

Actions ordinaires	98 341 785
Bons de souscription au placeur pour compte et aux investisseurs	14 875 224
Options en vertu du régime d'options d'achat d'actions	9 466 500





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

ESTIMATIONS ET CONVENTIONS COMPTABLES

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimation incluent les avantages futurs reliés aux frais de développement, à la propriété intellectuelle, aux actifs d'impôts futurs, à la détermination de la provision pour impôts sur les bénéfiques, aux montants recouvrables des crédits d'impôt à la recherche et au développement, aux hypothèses utilisées aux fins de calcul de la charge de rémunération à base d'actions et à la détermination de la juste valeur des instruments financiers. Les notes 2, 15 et 16 des états financiers décrivent les hypothèses utilisées.

La société possède un régime de rémunération à base d'actions variable de 10 %. Conformément au chapitre 3870 du manuel de l'ICCA, « Rémunérations et autres paiements à base d'actions », la société comptabilise l'attribution d'options d'achat d'actions selon la méthode fondée sur la juste valeur. En vertu de cette méthode, la charge de rémunération à l'égard des options d'achat d'actions est mesurée à la juste valeur à la date d'attribution, calculée à l'aide d'un modèle d'évaluation du prix des options (Black & Scholes) et elle est enregistrée au cours de la période de la date d'attribution et la contrepartie est comptabilisée au surplus d'apport.

NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Adoptées au cours de l'exercice 2009

Le 1^{er} juin 2008, la société a adopté les nouvelles normes comptables reliées aux chapitres : 1535 intitulé « Informations à fournir concernant le capital », 3862 intitulé « Instruments financiers - informations à fournir », 3863 intitulé « Instruments financiers - présentation » et le 3031 intitulé « Stocks ».

Les données des périodes précédentes au 1^{er} juin 2008 n'ont pas été retraitées.

Informations à fournir concernant le capital (Chapitre 1535)

Ce chapitre définit les exigences en matière d'informations à fournir sur le capital, telles que : des informations qualitatives sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital; le fait que l'entité s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en vertu de règles extérieures; et les conséquences pour l'entité si elle ne s'est pas conformée aux exigences en question. L'information additionnelle requise à la suite de l'application de ces nouvelles normes se trouve à la note 18 des états financiers.

Instruments financiers - Information à fournir et présentation (Chapitres 3862 et 3863)

Ces nouveaux chapitres remplacent le chapitre 3861, intitulé « Instruments financiers - information à fournir et présentation », dont les exigences en matière d'informations à fournir sont révisées et renforcées. Les exigences à l'égard du mode de présentation n'ont toutefois subi aucune modification.

Stocks (Chapitre 3031)

En mars 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3031, intitulé « Stocks », qui harmonise la méthode de comptabilisation des stocks selon les PCGR canadiens avec celle des normes internationales d'information financière (aussi connues sous l'abréviation « IFRS »). Cette nouvelle norme donne plus de directives sur l'évaluation et les exigences en matière de divulgation des stocks. Cette norme exige que les stocks soient évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et donne les lignes directrices sur la détermination du coût, notamment sur l'allocation des frais généraux de production fixes et des autres coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. La norme exige aussi, pour les stocks qui sont fongibles, que la détermination du coût soit la méthode du premier entré, premier sorti ou celle du coût moyen pondéré.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Outre les divulgations requises en vertu des chapitres décrits précédemment, l'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers.

Actifs incorporels

En novembre 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3064, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » remplaçant le chapitre 3062, intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450, intitulé « Frais de recherche et de développement ». Des modifications à des fins d'uniformité ont été apportées à d'autres chapitres du Manuel de l'ICCA. Ce nouveau chapitre s'applique aux états financiers des exercices ouverts à partir du 1^{er} octobre 2008. Par conséquent, la société a adopté les nouvelles normes au cours de son exercice débutant le 1^{er} juin 2008. Le chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicable aux écarts d'acquisition après leur comptabilisation initiale et aux actifs incorporels des entreprises à but lucratif. Concernant les écarts d'acquisition, le chapitre 3064 comporte les mêmes exigences que l'ancien chapitre 3062. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

b) Adoptées au cours de l'exercice 2008

Le 1^{er} juin 2007, la société a adopté les nouvelles normes comptables reliées aux chapitres : 1530 intitulé « Résultat étendu », 3855 intitulé « Instruments financiers - comptabilisation et évaluation » et le 3865 intitulé « Couvertures ». Les données des périodes précédentes au 1^{er} juin 2007 n'ont pas été retraitées.

Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation

Les actifs financiers, sujets aux nouvelles normes, sont classés dans l'une des catégories suivantes : instruments détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à l'échéance, disponibles à la vente ou prêts et

créances. Les passifs financiers, sujets à la nouvelle norme, sont classés dans l'une des catégories suivantes : « instruments détenus à des fins de transaction » ou « autres passifs ». Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans le résultat net. Les instruments financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les passifs financiers classés « autres passifs » sont évalués au coût amorti selon le taux d'intérêt effectif. Les instruments financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, et tous les gains et les pertes non réalisés sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. La nouvelle norme permet aux entités de désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction lors de sa comptabilisation initiale ou lors de l'adoption de cette norme, et ce, même si cet instrument financier ne répondait pas à la définition d'un instrument financier détenu à des fins de transaction. Les instruments financiers classés détenus à des fins de transaction en vertu de l'option d'évaluation à la juste valeur doivent avoir une juste valeur fiable.

Résultat étendu et autres éléments du résultat étendu

À la suite de l'adoption de ces nouvelles normes comptables, la société doit présenter un état du résultat étendu. Le résultat étendu comprend le résultat net et les autres éléments du résultat étendu. Compte tenu que la société a classifié l'ensemble de ses instruments financiers à titre d'instruments financiers « détenus à des fins de transactions » et ses dettes à long terme dans la catégorie « autres passifs », aucun élément de variation n'a à être constaté dans les autres éléments du résultat étendu. En conséquence, la perte nette correspond au total du résultat étendu.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Incidences de l'adoption de ces normes

Les ajustements attribuables à la classification des placements à titre d'instruments financiers détenus à des fins de transaction se sont avérés nuls et donc aucun ajustement n'a été constaté dans le solde d'ouverture du déficit en date du 1^{er} juin 2007. Les ajustements provenant de la classification de la dette à long terme dans la catégorie « autres passifs », présentés nets des frais de transaction y afférents et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ont été reflétés dans le solde d'ouverture du déficit en date du 1^{er} juin 2007. L'incidence de cet ajustement au 1^{er} juin 2007 est une diminution du solde du déficit de 5 357 \$.

Voici le sommaire des incidences sur le bilan d'ouverture de ces nouvelles normes comptables.

	Au 31 mai 2007	Ajustements	Au 1 ^{er} juin 2007
ACTIF			
Actif à court terme	5 751 747 \$	- \$	5 751 747 \$
Immobilisations	516 246	-	516 246
Actifs incorporels	2 935 880	-	2 935 880
Autres éléments d'actif	761 073	(601)	760 472
	9 964 946	(601)	9 964 345
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif à court terme	1 128 809	-	1 128 809
Dette à long terme	20 250	(5 958)	14 292
Avantage incitatif lié au bail	6 758	-	6 758
Part des actionnaires sans contrôle	212 833	-	212 833
	1 368 650	(5 958)	1 362 692
Capitaux propres	16 934 435	-	16 934 435
Déficit	(8 338 139)	5 357	(8 332 782)
	8 596 296	5 357	8 601 653
	9 964 946 \$	(601) \$	9 964 345 \$





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

En décembre 2008, l'ICCA a approuvé trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises, le chapitre 1601, États financiers consolidés, et le chapitre 1602, Participations sans contrôle, en remplacement du chapitre 1581, Regroupements d'entreprises, et du chapitre 1600, États financiers consolidés. Le chapitre 1582 constitue l'équivalent canadien de l'IFRS 3, Regroupements d'entreprises (janvier 2008), et les chapitres 1601 et 1602, l'équivalent de l'IAS 27, États financiers consolidés et individuels (janvier 2008). Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur, la comptabilisation d'actifs et de passifs additionnels ainsi que la fourniture d'informations supplémentaires à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises.

Le chapitre s'applique de manière prospective aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2011. Les entités qui adoptent le chapitre 1582 devront également adopter les chapitres 1601 et 1602. Le chapitre 1601 établit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale.

Ces normes exigeront de modifier l'évaluation des participations sans contrôle, variation qui devra être présentée dans les capitaux propres au bilan. De plus, l'état des résultats de la société mère détenant le contrôle intégrera en totalité les résultats de la filiale et présentera la répartition entre la participation avec contrôle et la participation sans contrôle. Ces normes s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices commençant

le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. Leur adoption anticipée est permise. Ces trois normes entreront en vigueur à la même date que les IFRS pour les sociétés ouvertes canadiennes, soit pour les exercices commençant le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date.

Nous évaluons actuellement l'incidence de ces normes sur nos états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que les IFRS remplaceront les PCGR canadiens le 1^{er} janvier 2011 pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. Bien que les principes et le cadre conceptuel des PCGR canadiens et des IFRS soient semblables, ils diffèrent considérablement en ce qui concerne la constatation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir. D'ici à la transition, on s'attend à ce que le CNC publie des normes comptables harmonisées avec les IFRS, ce qui atténuera les répercussions internationales de l'adoption des IFRS à la date de transition.

Nous prévoyons dresser nos états financiers intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1^{er} juin 2011 conformément aux IFRS.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Plan de transition aux IFRS

Nous avons élaboré un plan de transition détaillé en quatre étapes, dont le calendrier de réalisation est présenté ci-dessous :

Étapes	Principales activités	Date d'échéance prévue
Diagnostic	<ul style="list-style-type: none"> Examen préliminaire des différences importantes entre les PCGR canadiens et les IFRS applicables à notre société. 	En cours
Conception et Planification	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de la stratégie et du calendrier, et mise en place de l'infrastructure; Recensement des intervenants internes qui peuvent être touchés par la transition; Formation de l'équipe pour le projet; Sensibilisation de l'effectif à l'échelle de la société. 	Q2 / 2010 Q2 / 2010 Q2 / 2010 Q2 / 2010
Élaboration de solutions	<ul style="list-style-type: none"> Examen détaillé de toutes les normes IFRS pertinentes afin d'établir les différences avec nos conventions comptables existantes; Choix de conventions comptables selon les IFRS, à la fois pour application durable et dans le contexte de certains choix nécessaires au basculement faits conformément à IFRS-1; Élaboration d'états financiers modèles en IFRS; Conception d'un procédé de préparation de l'information comparative en IFRS; Détermination de l'incidence pour les autres intervenants internes et externes. 	Au cours de l'exercice 2010 Au cours de l'exercice 2010 Au cours de l'exercice 2010 Au cours de l'exercice 2010 Au cours de l'exercice 2010
Mise en Œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Collecte d'information et mise à l'essai des processus et des systèmes; Préparation du bilan d'ouverture établi selon les IFRS; Préparation d'états financiers comparatifs selon les IFRS; Préparation des états financiers annuels selon les IFRS. 	Au cours de l'exercice 2010 Au cours de l'exercice 2011 Au cours de l'exercice 2011 Au cours de l'exercice 2012

CONTRÔLE ET PROCÉDURES

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière de la société ont effectué une évaluation des contrôles et des procédures en matière de présentation de l'information comme l'exige le Règlement 52-109 des autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que, au meilleur de

leur connaissance, aucun changement n'est survenu au cours de la plus récente période intermédiaire de la société dans les contrôles et procédures de la société en matière de présentation de l'information financière qui a eu une incidence importante, ou pourrait raisonnablement être susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles et procédures de la société en matière de présentation de l'information financière.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

En conclusion, après analyse des contrôles et procédures et au meilleur de leurs connaissances, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière de la société considèrent que les contrôles et procédures sont adéquats.

RISQUES ET INCERTITUDES

Risque de crédit

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et le bilan tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas important.

Risque de taux d'intérêt

La société n'a pas de dettes qui portent intérêts à des taux variables. De plus, elle investit ses liquidités à taux garanti dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.

Risque du marché

Les rendements futurs de **ZoomMed** et de sa filiale dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

Risque de liquidités

Pour répondre à ses besoins en capitaux, **ZoomMed** peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement

de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions les liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par les contrats signés auprès des sociétés pharmaceutiques et des revenus transactionnels générés par l'utilisation de l'information des prescriptions par les pharmaciens.

Risque du personnel clé

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de **ZoomMed** et sa filiale. Elles sont d'avis qu'elles ont réussi à recruter un excellent personnel pour les aider à atteindre leurs objectifs, mais avec la croissance de leurs activités, il est possible qu'elles aient besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de développement, de la recherche et de mise en marché. Bien que **ZoomMed** et sa filiale croient qu'elles pourront attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les actions ordinaires de **ZoomMed** se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE

ZoomMed diffuse ses états financiers consolidés, ses rapports de gestion, ses communiqués de presse ainsi que tout autre document réglementaire, via la base de données SEDAR, à l'adresse Internet suivante www.sedar.com.





RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de **ZoomMed** inc. pour l'exercice terminé le 31 mai 2009 et toute l'information contenue dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada et sont appropriés aux activités de l'entreprise.

La société se conforme à sa convention d'inscription avec la bourse de croissance TSX. La direction maintient un système de contrôles internes comptables et administratifs rigoureux afin d'établir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif est correctement comptabilisé et protégé.

Le conseil d'administration nomme chaque année un comité de vérification composé majoritairement d'administrateurs qui ne sont ni dirigeants, ni employés de l'entreprise. Le comité de vérification rencontre périodiquement la direction et les vérificateurs externes pour vérifier l'exécution de leurs tâches et discuter de la vérification, des politiques comptables et des sujets financiers qui y sont reliés. Il discute aussi avec eux des résultats de leurs vérifications. Le comité de vérification révisé également les états financiers, de même que le rapport des vérificateurs externes et il en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Les états financiers ont été vérifiés par Harel Drouin - PKF, société en nom collectif à responsabilité limitée, comptables agréés, et leur rapport est présenté ci-après.

Le 21 septembre 2009

Yves Marmet,
Président et chef de la direction





RAPPORT FINANCIER

AUX 31 MAI 2009 ET 2008

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS	26
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	27
Résultats consolidés	27
Bilans consolidés	28
Déficits et surplus d'apport consolidés	29
Flux de trésorerie consolidés	30
Notes afférentes aux états financiers consolidés	31





RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de
ZOOMMED INC.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de **ZOOMMED INC.** aux 31 mai 2009 et 2008 et les états consolidés des résultats, des déficits et surplus d'apport et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondage des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 mai 2009 et 2008 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Harel Drouin - PKF*¹

Montréal, le 30 juillet 2009

1. CA auditeur permis no 12424

HAREL DROUIN-PKF, S.E.N.C.R.L.
COMPTABLES AGRÉÉS





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

RÉSULTATS CONSOLIDÉS EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

	2009	2008
CHIFFRE D'AFFAIRES DES ACTIVITÉS POURSUIVIES (Note 6)	618 715 \$	630 977 \$
FRAIS D'EXPLOITATION		
Frais de vente	1 704 571	1 289 920
Frais d'administration (Note 6)	1 503 256	1 197 181
Frais d'opération	1 626 670	924 954
Frais financiers	18 396	5 407
Amortissements (Note 6)	1 317 495	972 180
	6 170 388	4 389 642
PERTE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔTS ET ABANDON D'ACTIVITÉS	(5 551 673)	(3 758 665)
IMPÔTS (Note 19)		
Exigibles	-	84 595
Résultant d'un report de pertes subies antérieurement	-	(84 595)
TOTAL IMPÔTS	-	-
PERTE NETTE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT ABANDON D'ACTIVITÉS	(5 551 673)	(3 758 665)
ABANDON D'ACTIVITÉS (net d'Impôts)		
Bénéfice (perte) découlant de l'exploitation de la division fourniture d'équipements paramédicaux (Note 5)	14 968	(203 547)
PERTE NETTE	(5 536 705)	(3 962 212)
RÉSULTAT DE BASE ET DILUÉ PAR ACTION	(0,058) \$	(0,055) \$
RÉSULTAT DE BASE ET DILUÉ PAR ACTION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	(0,058) \$	(0,052) \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS EN CIRCULATION	95 541 691	71 558 782





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

BILANS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

	2009	2008
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	606 397 \$	952 943 \$
Placements réalisables à court terme (Note 10)	2 609 658	-
Débiteurs (Note 7)	216 944	230 440
Stocks	-	99 027
Frais payés d'avance	14 843	70 080
	3 447 842	1 352 490
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 8)	1 181 734	1 074 201
ACTIFS INCORPORELS (Note 9)	2 839 832	3 590 563
PLACEMENTS (Note 10)	-	25 000
	7 469 408 \$	6 042 254 \$
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs (Note 11)	603 009 \$	750 179 \$
Revenus reportés	237 708	71 970
Portion à court terme de la dette à long terme	59 327	89 778
Part des actionnaires sans contrôle	-	219 833
	900 044	1 131 760
DETTE À LONG TERME (Note 12)	51 873	78 354
AVANTAGES INCITATIFS LIÉS AUX BAUX	12 504	17 249
	964 421	1 227 363
CAPITAUX PROPRES		
CAPITAL-ACTIONS (Note 14)	20 501 758	14 570 915
BONS DE SOUSCRIPTION (Note 16)	2 202 857	823 000
SURPLUS D'APPORT	2 613 870	1 715 970
DÉFICIT	(18 813 498)	(12 294 994)
	6 504 987	4 814 891
	7 469 408 \$	6 042 254 \$

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Christine Hélène Pinaud Administratrice
Jos Harmet Administrateur





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

DÉFICITS ET SURPLUS D'APPORT CONSOLIDÉS EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

	2009		2008
DÉFICIT			
SOLDE AU DÉBUT			
Déjà établi	(12 294 994)	\$	(8 338 139)
Modifications dans les conventions comptables (Note 3)	-		5 357
Solde redressé	(12 294 994)		(8 332 782)
Perte nette	(5 536 705)		(3 962 212)
Frais d'émission d'actions	(981 799)		-
SOLDE À LA FIN	(18 813 498)	\$	(12 294 994)
SURPLUS D'APPORT			
SOLDE AU DÉBUT			
	1 715 970	\$	1 656 275
Options d'achat d'actions exercées	(9 429)		(3 055)
Juste valeur des options d'achat d'actions octroyées (Note 15)	276 829		62 750
Valeur des bons de souscription expirés (Note 16)	630 500		-
SOLDE À LA FIN	2 613 870	\$	1 715 970





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

	2009	2008
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette	(5 536 705) \$	(3 962 212) \$
Amortissements	1 321 187	1 030 009
Accroissement de la dette à long terme	15 335	3 965
Part des actionnaires sans contrôle	1 750	7 000
Rémunération à base d'actions	276 829	62 750
Perte (gain) sur cession d'immobilisations corporelles	(6 979)	1 096
Perte (gain) sur abandon des activités	(139 275)	-
Avantages Incitatifs liés aux baux	(4 745)	10 491
Plus-value non matérialisée sur placement	(84 658)	-
	(4 157 261)	(2 846 901)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	136 109	68 722
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(4 021 152)	(2 778 179)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Versements sur la dette à long terme	(72 267)	(98 171)
Émissions d'actions et de bons de souscription	7 709 614	112 700
Frais d'émission d'actions	(759 642)	-
Rachat des actions catégorie B	(221 583)	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	6 656 122	14 529
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'un certificat de placement garanti	(3 000 000)	(25 000)
Encaissement d'un certificat de placement garanti	500 000	32 852
Acquisition d'immobilisations corporelles	(572 949)	(852 271)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	22 384	9 600
Acquisition d'actifs incorporels	(255 169)	(535 644)
Produit de la cession d'activités abandonnées déduction faite des trésoreries et des équivalents de trésoreries cédés (Note 5)	324 218	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 981 516)	(1 370 463)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(346 546)	(4 134 113)
ENCAISSE AU DÉBUT	952 943	5 087 056
ENCAISSE À LA FIN	606 397 \$	952 943 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent des intérêts payés de 1 482 \$ en 2009 comparativement à 3 583 \$ en 2008.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

1. IDENTIFICATION ET SECTEUR D'ACTIVITÉ

La société a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Elle se consacre au développement et la commercialisation du *Prescripteur ZRx*, un produit innovateur pour les médecins.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de ZoomMed inc. et de sa filiale ZoomMed Médical inc.

Constatation des revenus

Les produits tirés de contrats annuels de publicité, en relation avec le *Prescripteur ZRx*, sont constatés linéairement sur la durée des ententes.

Les produits tirés de la vente d'équipements et de services sont constatés dès que la marchandise vendue quitte la boutique ou que les services sont rendus. Pour les franchises, les produits tirés de la redevance initiale sont constatés lorsque le franchiseur s'est acquitté de l'essentiel des obligations importantes liées à la création de la franchise. Les produits tirés de la vente d'équipements aux franchisés sont constatés dès que la marchandise leur est livrée. Pour ce type de produit, le coût des marchandises vendues n'est pas présenté distinctement, car il est comptabilisé en diminution des revenus.

Actifs et passifs financiers

La société a choisi de classer l'encaisse, les comptes clients, les placements et les certificats de placement garanti à titre d'instruments financiers « détenus à des fins de transaction ». En conséquence, toute variation de la juste valeur de ces actifs, s'il y a lieu, est comptabilisée dans le résultat net.

Les comptes payables et la dette à long terme sont classés dans la catégorie « autres passifs » et comptabilisés au coût amorti. Les frais de transaction relatifs à la catégorie « autres passifs » sont capitalisés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisé dans le résultat net.

Évaluation des stocks

Les stocks sont évalués au moindre du prix coûtant, selon la méthode premier entré, premier sorti et de la valeur de réalisation nette.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût et sont amorties selon les méthodes et taux suivants :

	Méthode	Taux
Matériel roulant	Solde décroissant	30 %
Équipement et outillage	Solde décroissant	20 %
Mobilier et enseigne	Solde décroissant	20 %
Équipements Informatique	Solde décroissant	30 %
Équipements de déploiement <i>Prescripteur ZRx</i>	Solde décroissant	30 %
Améliorations locatives	Linéaire	20 % - 10 %

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont inscrits au coût et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants :

	Taux
Site Web	33 %
Logiciels	50 %
Propriété intellectuelle	10 %
Licence et droits d'utilisation	33 %
Frais de développement	33 %

La propriété intellectuelle est inscrite au coût augmenté des impôts futurs y afférents et est amortie sur une période de dix ans à compter de la date de commercialisation du produit, soit en novembre 2006.

Les frais de développement, composés du développement du *Prescripteur ZRx* et de nouvelles fonctionnalités qui s'ajoute au prescripteur, sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans à partir de la mise en opération.

La société examine la recouvrabilité des frais de développement en évaluant les flux de trésorerie futurs prévus qui sont liés à la commercialisation des produits auxquels ces frais se rapportent.

Aide gouvernementale

Les crédits d'impôts à l'investissement afférents aux frais de développement sont constatés en réduction des frais capitalisés. Les subventions salariales et crédits d'impôt relatifs aux frais d'exploitation sont comptabilisés en diminution des salaires.

Dépréciation d'actifs à long terme

Une perte de valeur est constatée lorsqu'un événement ou une situation indique que la valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable et excède sa juste valeur. Toute perte de valeur qui en résulte est constatée dans la période où la dépréciation est subie.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Avantages incitatifs liés aux baux

Les avantages incitatifs liés aux baux sont constitués de l'écart entre la dépense de loyer répartie selon une formule systématique sur la durée du bail et le loyer minimal exigible, compte tenu d'avantages incitatifs.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle constituait une participation directe sans contrôle dans la société par le biais de 200 000 actions catégorie B de ZoomMed Médical inc. Les détenteurs d'actions catégorie B avaient droit à un dividende annuel cumulatif de 3,5 %. Ces actions ont été rachetées au cours du premier trimestre de 2009.

Rémunération à base d'actions

La société utilise la méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur (Black & Scholes) pour toutes les options d'achat d'actions attribuées à ses dirigeants, administrateurs, employés et consultants. Selon cette méthode, une charge de rémunération est constatée à la date d'attribution et la contrepartie est comptabilisée au surplus d'apport. Lorsque les options d'achat d'actions sont levées, la somme de la contrepartie versée et la portion déjà créditée au surplus d'apport est portée au crédit du capital-actions.

Utilisation d'estimations

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations incluent les avantages futurs reliés aux frais de développement, à la propriété intellectuelle, aux actifs d'impôts futurs, à la détermination de la provision pour impôts sur les bénéfices, au montant recouvrable des crédits d'impôt à la recherche et au développement, aux hypothèses utilisées aux fins de calcul de la charge de rémunération à base d'actions et à la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Résultat de base et dilué par action

Le résultat de base et dilué par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. La société utilise la méthode du rachat d'actions pour déterminer l'effet dilutif des options et des bons de souscription en vue de calculer le résultat dilué par action. Le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action en raison de l'effet antidilutif des options d'achat d'actions et des bons de souscription lorsque la société subit des pertes.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

3. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Adoptées au cours de l'exercice 2009

Le 1^{er} juin 2008, la société a adopté les nouvelles normes comptables reliées aux chapitres : 1535 intitulé « Informations à fournir concernant le capital », 3862 intitulé « Instruments financiers – informations à fournir », 3863 intitulé « Instruments financiers – présentation » et le 3031 intitulé « Stocks ». Les données des périodes précédentes au 1^{er} juin 2008 n'ont pas été retraitées.

Informations à fournir concernant le capital (Chapitre 1535)

Ce chapitre définit les exigences en matière d'informations à fournir sur le capital, telles que : des informations qualitatives sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital; le fait que l'entité s'est conformée au cours de la période aux exigences, en matière de capital, auxquelles elle est soumise en vertu de règles extérieures; et les conséquences pour l'entité si elle ne s'est pas conformée aux exigences en question. L'information additionnelle requise à la suite de l'application de ces nouvelles normes se trouve à la note 18.

Instruments financiers – information à fournir et présentation (Chapitres 3862 et 3863)

Ces nouveaux chapitres remplacent le chapitre 3861, intitulé « Instruments financiers – information à fournir et présentation », dont les exigences en matière d'informations à fournir sont révisées et renforcées. Les exigences à l'égard du mode de présentation n'ont toutefois subi aucune modification.

Stocks (Chapitre 3031)

En mars 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3031, intitulé « Stocks », qui harmonise la méthode de comptabilisation des stocks selon les PCGR canadiens avec celle des normes internationales d'information financière (aussi connues sous l'abréviation « IFRS »). Cette nouvelle norme donne plus de directives sur l'évaluation et les exigences en matière de divulgation des stocks. Cette norme exige que les stocks soient évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et donne les lignes directrices sur la détermination du coût, notamment sur l'allocation des frais généraux de production fixes et des autres coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. La norme exige aussi, pour les stocks qui sont fongibles, que la détermination du coût soit la méthode du premier entré, premier sorti ou celle du coût moyen pondéré.

Outre les divulgations requises en vertu des chapitres décrits précédemment, l'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers.

Actifs incorporels

En novembre 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3064, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » remplaçant le chapitre 3062, intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450, intitulé « Frais de recherche et de développement ». Des modifications à des fins d'uniformité ont été apportées à d'autres chapitres du Manuel de l'ICCA. Ce nouveau chapitre s'applique aux états financiers des exercices ouverts à partir du 1^{er} octobre 2008. Par conséquent, la société a adopté les nouvelles normes au cours de son exercice débutant le 1^{er} juin 2008. Le chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicable aux écarts d'acquisition après leur comptabilisation initiale et aux actifs incorporels des entreprises à but lucratif. Concernant les écarts d'acquisition, le chapitre 3064 comporte les mêmes exigences que l'ancien chapitre 3062. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

3. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

b) Adoptées au cours de l'exercice 2008

Le 1^{er} juin 2007, la société a adopté les nouvelles normes comptables reliées aux chapitres : 1530 intitulé « Résultat étendu », 3855 intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » et le 3865 intitulé « Couvertures ». Les données des périodes précédentes au 1^{er} juin 2007 n'ont pas été retraitées.

Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

Les actifs financiers, sujets aux nouvelles normes, sont classés dans l'une des catégories suivantes : instruments détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à l'échéance, disponibles à la vente ou prêts et créances. Les passifs financiers, sujets à la nouvelle norme, sont classés dans l'une des catégories suivantes : « instruments détenus à des fins de transaction » ou « autres passifs ». Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans le résultat net. Les instruments financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les passifs financiers classés « autres passifs » sont évalués au coût amorti selon le taux d'intérêt effectif. Les instruments financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, et tous les gains et les pertes non réalisés sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. La nouvelle norme permet aux entités de désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction lors de sa comptabilisation initiale ou lors de l'adoption de cette norme, et ce, même si cet instrument financier ne répondait pas à la définition d'un instrument financier détenu à des fins de transaction. Les instruments financiers classés détenus à des fins de transaction en vertu de l'option d'évaluation à la juste valeur doivent avoir une juste valeur fiable.

Résultat étendu et autres éléments du résultat étendu

À la suite de l'adoption de ces nouvelles normes comptables, la société doit présenter un état du résultat étendu. Le résultat étendu comprend le résultat net et les autres éléments du résultat étendu. Compte tenu que la société a classifié l'ensemble de ses instruments financiers à titre d'instruments financiers « détenus à des fins de transactions » et ses dettes à long terme dans la catégorie « autres passifs », aucun élément de variation n'a à être constaté dans les autres éléments du résultat étendu. En conséquence, la perte nette correspond au total du résultat étendu.

Incidences de l'adoption de ces normes

Les ajustements attribuables à la classification des placements à titre d'instruments financiers détenus à des fins de transaction se sont avérés nuls et donc aucun ajustement n'a été constaté dans le solde d'ouverture du déficit en date du 1^{er} juin 2007. Les ajustements provenant de la classification de la dette à long terme dans la catégorie « autres passifs », présentés nets des frais de transaction y afférents et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ont été reflétés dans le solde d'ouverture du déficit en date du 1^{er} juin 2007. L'incidence de cet ajustement au 1^{er} juin 2007 est une diminution du solde du déficit de 5 357 \$.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

3. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Voici le sommaire des incidences sur le bilan d'ouverture de ces nouvelles normes comptables.

	Au 31 mai 2007	Ajustements	Au 1 ^{er} juin 2007
ACTIF			
Actif à court terme	5 751 747 \$	- \$	5 751 747 \$
Immobilisations	516 246	-	516 246
Actifs incorporels	2 935 880	-	2 935 880
Autres éléments d'actif	761 073	(601)	760 472
	9 964 946	(601)	9 964 345
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif à court terme	1 128 809	-	1 128 809
Dette à long terme	20 250	(5 958)	14 292
Avantage incitatif lié au bail	6 758	-	6 758
Part des actionnaires sans contrôle	212 833	-	212 833
	1 368 650	(5 958)	1 362 692
Capitaux propres	16 934 435	-	16 934 435
Déficit	(8 338 139)	5 357	(8 332 782)
	8 596 296	5 357	8 601 653
	9 964 946 \$	(601) \$	9 964 345 \$

4. MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle

En décembre 2008, l'ICCA a approuvé trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises, le chapitre 1601, États financiers consolidés, et le chapitre 1602, Participations sans contrôle, en remplacement du chapitre 1581, Regroupements d'entreprises, et du chapitre 1600, États financiers consolidés. Le chapitre 1582 constitue l'équivalent canadien de l'IFRS 3, Regroupements d'entreprises (janvier 2008), et les chapitres 1601 et 1602, l'équivalent de l'IAS 27, États financiers consolidés et individuels (janvier 2008). Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur, la comptabilisation d'actifs et de passifs additionnels ainsi que la fourniture d'informations supplémentaires à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Le chapitre s'applique de manière prospective aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice ouvert à compter du 1er janvier 2011. Les entités qui adoptent le chapitre 1582 devront également adopter les chapitres 1601 et 1602. Le chapitre 1601 établit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes exigeront de modifier l'évaluation des participations sans contrôle, variation qui devra être présentée dans les capitaux propres au bilan. De plus, l'état des résultats de la société mère détenant le contrôle intégrera en totalité les résultats de la filiale et présentera la répartition entre la participation avec contrôle et la participation sans contrôle. Ces normes s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices commençant le 1er janvier 2011 ou après cette date. Leur adoption anticipée est permise. Ces trois normes entreront en vigueur à la même date que les IFRS pour les sociétés ouvertes canadiennes, soit pour les exercices commençant le 1er janvier 2011 ou après cette date. Nous évaluons actuellement l'incidence de ces normes sur nos états financiers consolidés.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

4. MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Normes Internationales d'Information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que les IFRS remplaceront les PCGR canadiens le 1er janvier 2011 pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. Bien que les principes et le cadre conceptuel des PCGR canadiens et des IFRS soient semblables, ils diffèrent considérablement en ce qui concerne la constatation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir. D'ici à la transition, on s'attend à ce que le CNC publie des normes comptables harmonisées avec les IFRS, ce qui atténuera les répercussions internationales de l'adoption des IFRS à la date de transition.

Nous prévoyons dresser nos états financiers intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1er juin 2011 conformément aux IFRS.

Plan de transition aux IFRS

Nous avons élaboré un plan de transition détaillé en quatre étapes, dont le calendrier de réalisation est présenté ci-dessous :

Étapes	Principales activités	Date d'échéance prévue
Diagnostic	. Examen préliminaire des différences importantes entre les PCGR canadiens et les IFRS applicables à notre société.	En cours
Conception et Planification	. Élaboration de la stratégie et du calendrier, et mise en place de l'infrastructure;	Q2 / 2010
	. Recensement des intervenants internes qui peuvent être touchés par la transition;	Q2 / 2010
	. Formation de l'équipe pour le projet;	Q2 / 2010
	. Sensibilisation de l'effectif à l'échelle de la société.	Q2 / 2010
Élaboration de solutions	. Examen détaillé de toutes les normes IFRS pertinentes afin d'établir les différences avec nos conventions comptables existantes;	Au cours de l'exercice 2010
	. Choix de conventions comptables selon les IFRS, à la fois pour application durable et dans le contexte de certains choix nécessaires au basculement faits conformément à IFRS-1;	Au cours de l'exercice 2010
	. Élaboration d'états financiers modèles en IFRS;	Au cours de l'exercice 2010
	. Conception d'un procédé de préparation de l'information comparative en IFRS;	Au cours de l'exercice 2010
Mise en Œuvre	. Détermination de l'incidence pour les autres intervenants internes et externes.	Au cours de l'exercice 2010
	. Collecte d'information et mise à l'essai des processus et des systèmes;	Au cours de l'exercice 2010
	. Préparation du bilan d'ouverture établi selon les IFRS;	Au cours de l'exercice 2011
	. Préparation d'états financiers comparatifs selon les IFRS;	Au cours de l'exercice 2011
	. Préparation des états financiers annuels selon les IFRS.	Au cours de l'exercice 2012





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

5. ABANDON D'ACTIVITÉS

Le 21 mai 2009, ZoomMed inc a vendu la quasi-totalité de l'actif de sa division d'équipements paramédicaux et de son réseau de franchises sous l'appellation de « ZoomCité » pour une contrepartie en espèces de 364 785 \$, résultant en un gain sur disposition de 139 275 \$ (net des frais de vente de 40 567 \$).

a) Les actifs vendus se détaillent comme suit :

Frais payés d'avance	4 785	\$
Stocks	137 547	
Immobilisations corporelles	42 611	
	184 943	\$

b) Informations financières relatives aux activités abandonnées :

	2009	2008
Produits et charges		
Ventes	510 901	539 077
Revenus d'intérêts	820	1 700
Gain sur disposition d'actifs	139 275	-
Total des produits	650 996	540 777
Coût marchandises vendues	290 781	296 515
Frais de vente	305 693	321 205
Frais d'administration	14 604	43 049
Rémunération à base d'actions	4 473	-
Frais financiers	15 035	18 726
Amortissements des immobilisations corporelles	3 692	57 829
Part des actionnaires sans contrôle	1 750	7 000
Total des dépenses	636 028	744 324
Bénéfice net (perte nette) des activités abandonnées	14 968	(203 547)
Résultat de base et dilué par action des activités abandonnées	-	(0,003)

6. INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS

	2009	2008
a) Chiffre d'affaires :		
Chiffre d'affaires des activités poursuivies	497 381	495 834
Revenus d'intérêts	121 334	135 143
	618 715	630 977
b) Frais d'administration :		
Frais d'administration	1 230 900	1 134 431
Rémunération à base d'action	272 356	62 750
	1 503 256	1 197 181





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

6. INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS (SUITE)

c) Amortissements :

Amortissement des immobilisations corporelles	403 708 \$	225 792 \$
Amortissement des frais de développement	509 905	388 856
Amortissement des actifs incorporels	403 882	357 532
	1 317 495 \$	972 180 \$

7. DÉBITEURS

	2009	2008
Comptes clients	40 325 \$	87 042 \$
Crédits d'impôts à la recherche et au développement ⁽¹⁾	121 415	70 144
Taxes de vente	55 204	73 254
	216 944 \$	230 440 \$

⁽¹⁾ Le montant réel qui sera alloué sera connu une fois que la réclamation sera approuvée par le Ministère du Revenu du Québec. Il est donc possible que le montant accordé diffère du montant comptabilisé aux livres.

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2009		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE
Mobilier et enseigne	144 374 \$	61 367 \$	83 007 \$
Équipement informatique	201 341	98 558	102 783
Équipement déploiement <i>Prescripteur ZRx</i>	1 542 783	572 264	970 519
Améliorations locatives	61 586	36 181	25 425
	1 950 084 \$	768 350 \$	1 181 734 \$

	2008		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE
Matériel roulant	10 516 \$	640 \$	9 876 \$
Équipement et outillage	18 585	13 391	5 194
Mobilier et enseigne	149 850	45 460	104 390
Équipement informatique	178 828	80 899	97 929
Équipement déploiement <i>Prescripteur ZRx</i>	1 043 220	240 736	802 484
Améliorations locatives	93 157	38 829	54 328
	1 494 156 \$	419 955 \$	1 074 201 \$





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

9. ACTIFS INCORPORELS

	2009		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE
Actifs incorporels amortissables			
Site Web	26 200 \$	26 200 \$	- \$
Logiciels	4 322	4 322	-
Licences et droits d'utilisation	329 956	202 485	127 471
Propriété intellectuelle	2 935 934	733 984	2 201 950
Frais de développement	1 531 520	1 021 109	510 411
	4 827 932 \$	1 988 100 \$	2 839 832 \$

	2008		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE
Actifs incorporels amortissables			
Site Web	26 200 \$	26 200 \$	- \$
Logiciels	4 322	4 019	303
Licences et droits d'utilisation	329 956	92 500	237 456
Propriété intellectuelle	2 935 934	440 390	2 495 544
Frais de développement	1 368 464	511 204	857 260
	4 664 876 \$	1 074 313 \$	3 590 563 \$

Au cours de l'exercice 2009, 144 945 \$ de crédit d'impôt (50 000 \$ en 2008) ont été portés en réduction du coût des frais de développement.

10. PLACEMENTS

	2009	2008
Compte à intérêt garanti, 4 %, échéant le 11 septembre 2011, rachetable par anticipation	2 584 658 \$	- \$
Certificat de placement garanti, 3,35 %, échéant le 3 juillet 2009	25 000	25 000
	2 609 658	25 000
Portion réalisable à court terme	2 609 658	-
	- \$	25 000 \$

Le certificat de placement garanti est grevé d'une hypothèque en sûreté d'une lettre de garantie en faveur de « Fédération des Caisses Desjardins du Québec » jusqu'au 3 juillet 2009.

11. CRÉDITEURS

	2009	2008
Fournisseurs et frais courus	324 820 \$	511 410 \$
Salaires et déductions à la source	278 189	214 619
Dû à un actionnaire, sans intérêts	-	24 150
	603 009 \$	750 179 \$





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

12. DETTE À LONG TERME

	2009	2008
Emprunt au taux de 2 % en sus du taux préférentiel, garanti par un cautionnement des actionnaires, remboursement à capital fixe de 845 \$ plus intérêts, remboursé durant l'exercice;	-	\$ 3 380 \$
Emprunt, Programme Idée-PME, ne portant pas intérêts, escompté à un taux effectif de 10 %, remboursable par versements annuels égaux de 20 250 \$, remboursé durant l'exercice;	-	18 408
Emprunt, La Solide ville de Longueuil, au taux de 10 % plus 1,5 % du bénéfice annuel avant intérêts, amortissements et impôts, remboursable par versements mensuels égaux et consécutifs de 634 \$, échéant en novembre 2009;	3 652	10 439
Emprunt, le CLD de Longueuil, au taux de 9 %, garanti par un cautionnement des actionnaires, remboursable par versements mensuels égaux et consécutifs de 622 \$, échéant en décembre 2009;	4 194	10 949
Effet à payer, ne portant pas intérêts, escompté à un taux effectif de 10 %, remboursable avec un versement initial de 30 000 \$ (montant versé en mai 2008) et par versements mensuels égaux et consécutifs de 5 000 \$ à compter de décembre 2008, échéant en avril 2011.	103 354	124 956
Total de la dette à long terme	111 200	168 132
Portion à court terme	59 327	89 778
	51 873 \$	78 354 \$

Les remboursements à effectuer au cours des deux prochains exercices sont estimés aux montants suivants :

2010	2011
67 912	\$ 55 000 \$

13. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

- a) Au 31 mai 2009, le solde des engagements contractuels en vertu de baux et de contrat de location-exploitation s'établit à 414 366 \$.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

13. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS (SUITE)

Les loyers minimaux pour les quatre prochains exercices sont les suivants :

	2010	2011	2012	2013
Loyer - Siège Social	117 813 \$	78 542 \$	- \$	- \$
Loyer - Toronto	58 935	58 935	58 935	14 734
Imprimantes multifonctions	7 293	7 293	7 293	4 593
	184 041 \$	144 770 \$	66 228 \$	19 327 \$

- b) La société s'est engagée en vertu d'une convention de droit d'utilisation d'un logiciel d'accès à une base de données à verser un frais annuel de mise à jour obligatoire de 31 500 \$, pour un terme initial de 3 ans échéant en septembre 2009, renouvelable annuellement à la fin du terme.

14. CAPITAL-ACTIONS

a) Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires votantes, participantes et sans valeur nominale.

b) Émis et payé

	2009	2008
98 341 785 actions ordinaires (71 742 290 actions en 2008)	20 501 758 \$	14 570 915 \$

c) Transactions de l'exercice 2009

La société a émis 75 000 actions de son capital-actions pour un produit brut de 16 250 \$ en espèces suite à la levée de 75 000 options d'achat d'actions d'une valeur comptable de 9 430 \$. Ces options d'achat d'actions étaient détenues par des employés.

La société a émis 71 000 actions de son capital-actions pour un produit brut de 21 850 \$ en espèces suite à la levée de 71 000 bons de souscription d'une valeur comptable de 9 314 \$.

Le 8 juillet 2008, la société a complété un placement public pour un produit brut de 7 671 514 \$ par l'émission de 26 453 495 unités au prix de 0,29 \$ l'unité. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire du capital-actions de la société et d'un demi-bon de souscription d'actions ordinaires. Chaque bon de souscription entier permettra au détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société à un prix d'exercice de 0,35 \$ pour une période de 24 mois. La commission aux agents a été de 6,5 % comptant et la société a consenti des bons de souscription permettant aux agents de souscrire à des actions ordinaires, équivalant à 6,5 % des unités vendues, au prix de 0,29 \$ l'action pour une période de 18 mois.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

14. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

d) Transactions de l'exercice 2008

La société a émis 425 000 actions de son capital-actions pour un produit brut de 108 000 \$ en espèces suite à la levée de 425 000 bons de souscription d'une valeur comptable de 28 500 \$.

La société a émis 23 500 actions de son capital-actions pour un produit brut de 4 700 \$ en espèces suite à la levée de 23 500 options d'achat d'actions d'une valeur comptable de 3 055 \$. Ces options d'achat d'actions étaient détenues par des employés.

e) Détail du capital-actions

	Nombre	Émis et payé	
Solde au 31 mai 2007	71 293 790	14 426 660	\$
Émission suite à la levée de bons de souscription	425 000	136 500	
Émission suite à la levée d'options d'achat d'actions	23 500	7 755	
Solde au 31 mai 2008	71 742 290	14 570 915	\$
Émission Placement Public (8 juillet 2008)	26 453 495	5 873 999	\$
Émission suite à la levée de bons de souscription	71 000	25 680	
Émission suite à la levée d'options d'achat d'actions	75 000	31 164	
Solde au 31 mai 2009	98 341 785	20 501 758	\$

f) Actions entières

En vertu des exigences de la Bourse, la totalité des 3 000 000 actions ordinaires émises avant le premier appel public à l'épargne et les 18 000 000 actions ordinaires émises à l'issue de la prise de contrôle inversée sont entières conformément à deux conventions d'entierement de titres.

Pour la première convention représentant 3 000 000 d'actions, selon les termes de la convention, 10 % des actions ordinaires ont été libérées dès la publication finale de la Bourse et 15 % des actions ordinaires supplémentaires ont été libérées à intervalles de six mois par la suite, soit les 6^e, 12^e, 18^e, 24^e, 30^e et 36^e mois suivant la libération initiale. La convention a pris fin le 8 août 2008.

Pour la seconde convention représentant 18 000 000 d'actions, selon les termes de la convention, 0 % des actions ordinaires ont été libérées dès la publication finale de la Bourse et 5 % des actions ordinaires supplémentaires seront libérées à intervalles de six mois par la suite, soit les 6^e, 12^e, 18^e, 24^e, et 10%, soit les, 30^e, 36^e, 42^e, 48^e, 54^e, 60^e, 66^e, 72^e mois suivant la libération initiale. La seconde convention prendra fin le 8 août 2011.

Au 31 mai 2009, 9 000 000 actions ordinaires (13 050 000 en 2008) étaient toujours entières.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

15. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les actionnaires de la société ont adopté une résolution approuvant le régime d'options d'achat d'actions variable de 10 % lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 7 novembre 2008. Le régime d'options d'achat d'actions prévoit que les modalités et conditions des options et le prix de levée des options seront déterminés par les administrateurs sous réserve des restrictions de prix et autres exigences imposées par la Bourse. L'attribution d'options d'achat d'actions octroyées par le régime ne peut excéder une période de cinq ans et le prix d'exercice doit être acquitté en entier avant l'émission des actions.

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation du régime pour les exercices terminés les 31 mai 2008 et 2009.

	Options	Prix de levée moyen pondéré
Solde au 31 mai 2007	7 120 000	0,35 \$
Octroyées	295 000	0,40 \$
Exercées	(23 500)	0,20 \$
Annulées	(220 000)	0,25 \$
Solde au 31 mai 2008	7 171 500	0,35 \$
Octroyées	2 785 000	0,20 \$
Exercées	(75 000)	0,22 \$
Annulées	(240 000)	0,40 \$
Solde au 31 mai 2009	9 641 500	0,31 \$

Les tableaux suivants résument les renseignements sur les options d'achat d'actions pour les périodes se terminant les 31 mai 2009 et 2008.

a) Au 31 mai 2009

Nombre	Options en circulation		Options pouvant être levées	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
540 000	13	0,20 \$	540 000	0,20 \$
1 225 000	15	0,25 \$	1 225 000	0,25 \$
1 014 000	25	0,20 \$	1 014 000	0,20 \$
640 000	30	0,20 \$	640 000	0,20 \$
150 000	32	0,25 \$	150 000	0,25 \$
3 207 500	35	0,50 \$	3 207 500	0,50 \$
50 000	41	0,40 \$	50 000	0,40 \$
100 000	46	0,40 \$	100 000	0,40 \$
2 715 000	50	0,20 \$	2 715 000	0,20 \$
9 641 500	34	0,31 \$	9 641 500	0,31 \$





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

15. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (SUITE)

Au cours de l'exercice 2009

La société a émis 75 000 actions de son capital-actions suite à la levée de 75 000 options d'achat d'actions qui étaient détenues par des employés.

La société a octroyé 2 785 000 options d'achat d'actions permettant l'achat de 2 785 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,20 \$ l'action pour une période de cinq ans.

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice 2009 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	31 mai 2009
Date	17 octobre 2008
Quantité	2 785 000
Valeur de l'action	0,14 \$
Rendement prévu de l'action	Néant
Volatilité prévue	100 %
Taux d'intérêt sans risque	2,92 %
Durée prévue	60 mois

Le coût de rémunération à base d'action pour le régime représente une charge de 276 829 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2009.

b) Au 31 mai 2008

Nombre	Options en circulation		Options pouvant être levées	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
540 000	25	0,20 \$	540 000	0,20 \$
1 250 000	27	0,25 \$	1 250 000	0,25 \$
1 029 000	37	0,20 \$	1 029 000	0,20 \$
640 000	42	0,20 \$	640 000	0,20 \$
150 000	44	0,25 \$	150 000	0,25 \$
3 267 500	47	0,50 \$	3 267 500	0,50 \$
45 000	52	0,40 \$	45 000	0,40 \$
100 000	53	0,40 \$	100 000	0,40 \$
50 000	56	0,40 \$	50 000	0,40 \$
100 000	58	0,40 \$	⁽¹⁾ 100 000	0,40 \$
7 171 500	40	0,35 \$	7 171 500	0,35 \$

⁽¹⁾ Les actions émises en vertu de ce régime sont sujettes à des restrictions de transfert pour une période de quatre mois de la date d'octroi des options.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

15. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (SUITE)

Au cours de l'exercice 2008

La société a émis 23 500 actions de son capital-actions suite à la levée de 23 500 options d'achat d'actions qui étaient détenues par des employés et qui arrivaient à échéance le 29 juin 2011.

La société a octroyé 295 000 options d'achat d'actions permettant l'achat de 295 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,40 \$ l'action pour une période de cinq ans.

31 mai 2008

Date	4 septembre 2007	6 octobre 2007	23 janvier 2008	10 mars 2008
Quantité	45 000	100 000	50 000	100 000
Valeur de l'action	0,40 \$	0,30 \$	0,415 \$	0,325 \$
Rendement prévu de l'action	Néant	Néant	Néant	Néant
Volatilité prévue	75 %	75 %	75 %	75 %
Taux d'intérêt sans risque	4,36 %	4,35 %	3,48 %	2,94 %
Durée prévue	60 mois	60 mois	60 mois	60 mois

Le coût de rémunération pour le régime représente une charge de 62 750 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2008.

16. BONS DE SOUSCRIPTION

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation des bons de souscription pour les exercices terminés les 31 mai 2008 et 2009 :

	Bons	Prix de levée moyen pondéré	Valeur
Solde au 31 mai 2007	22 199 996	0,34 \$	851 500 \$
Bons de souscription levés	(425 000)	0,25 \$	(28 500)
Solde au 31 mai 2008	21 774 996	0,35 \$	823 000 \$
Bons de souscription octroyés aux investisseurs	13 226 747	0,35 \$	1 797 515 \$
Bons de souscription octroyés aux placeurs pour compte	1 719 477	0,29 \$	222 156
Bons de souscription levés	(71 000)	0,31 \$	(9 314)
Bons de souscription expirés	(12 149 996)	0,43 \$	(630 500)
Solde au 31 mai 2009	24 500 224	0,31 \$	2 202 857 \$





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

16. BONS DE SOUSCRIPTION (SUITE)

a) Transactions de l'exercice 2009

Le 8 juillet 2008, la société a complété un placement public pour un produit brut de 7 671 514 \$ par l'émission de 26 453 495 unités au prix de 0,29 \$ l'unité. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire du capital-actions de la société et d'un demi-bon de souscription d'actions ordinaires. Chaque bon de souscription entier permettra au détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société à un prix d'exercice de 0,35 \$ pour une période de 24 mois. La commission aux agents a été de 6,5 % comptant et la société a consenti des bons de souscription permettant aux agents de souscrire à des actions ordinaires, pour un équivalent de 6,5 % des unités vendues, au prix de 0,29 \$ l'action pour une période de 18 mois.

Le 24 octobre 2008, 1 400 000 bons de souscription, à un prix d'exercice de 0,30 \$, et 750 000 bons de souscription, à un prix d'exercice de 0,45 \$, sont venus à échéance. Les bons de souscription ont été annulés et la valeur comptable globale, soit 330 500 \$, a été transférée au surplus d'apport.

Le 25 avril 2009, 9 999 996 bons de souscription, à un prix d'exercice de 0,45 \$, sont venus à échéance. Les bons de souscription ont été annulés et la valeur comptable globale, soit 300 000 \$, a été transférée au surplus d'apport.

Au cours de l'exercice, 71 000 bons de souscriptions ont été levés et la société a émis 71 000 actions de son capital-actions.

Le tableau suivant résume les renseignements sur les bons de souscription des placeurs pour compte et des investisseurs privés en circulation au 31 mai 2009.

Nombre	Bons en circulation	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré
9 625 000	3	0,24 \$
13 205 747	14	0,35 \$
1 669 477	8	0,29 \$
24 500 224	9	0,31 \$

La juste valeur des bons de souscription octroyés a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	Placeurs pour compte	Investisseurs
Quantité	1 719 477	13 226 747
Valeur de l'action	0,28 \$	0,28 \$
Rendement prévu de l'action	Néant	Néant
Volatilité prévue	100 %	100 %
Taux d'intérêt sans risque	3,20 %	3,20 %
Durée prévue	18 mois	24 mois





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

16. BONS DE SOUSCRIPTION (SUITE)

b) Transactions de l'exercice 2008

Au cours de l'exercice, 425 000 bons de souscription ont été exercés et la société a émis 425 000 actions de son capital-actions.

Le tableau suivant résume les renseignements sur les bons de souscription des placeurs pour compte et des investisseurs privés en circulation au 31 mai 2008.

Nombre	Bons en circulation	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré
9 625 000	15	0,24 \$
9 999 996	11	0,45 \$
2 150 000	5	0,35 \$
21 774 996	12	0,35 \$

17. INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

La juste valeur de l'encaisse, des placements, des comptes clients et des comptes fournisseurs correspond à leur valeur comptable en raison de leurs dates d'échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme de la société s'établissait à 110 707 \$ au 31 mai 2009 et à 168 371 \$ au 31 mai 2008. La juste valeur des dettes à taux fixe a été calculée d'après les sorties de fonds futures des instruments de dette présentement en circulation, actualisées aux taux courants du marché qui s'appliquent à la société pour des instruments similaires. La juste valeur des dettes à taux variables correspond à leur valeur comptable.

Risque de crédit

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et le bilan tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas important.

Risque de taux d'intérêt

La société n'a pas de dettes qui portent intérêts à des taux variables. De plus, elle investit ses liquidités à taux garanti dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

17. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque du marché

Les rendements futurs de ZoomMed et de sa filiale dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

Risque de liquidités

Pour répondre à ses besoins en capitaux, ZoomMed peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions les liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par les contrats signés auprès des sociétés pharmaceutiques et des revenus transactionnels générés par l'utilisation de l'information des prescriptions par les pharmaciens.

Risque du personnel clé

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de ZoomMed et sa filiale. Elles sont d'avis qu'elles ont réussi à recruter un excellent personnel pour les aider à atteindre leurs objectifs, mais avec la croissance de leurs activités, il est possible qu'elles aient besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de développement, de la recherche et de mise en marché. Bien que ZoomMed et sa filiale croient qu'elles pourront attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

18. INFORMATIONS À FOURNIR SUR LE CAPITAL

En matière de gestion du capital, la société a pour objectif, depuis le début de ses opérations, la continuité de son exploitation afin de poursuivre le développement et la commercialisation de son *Prescripteur ZRx*, de protéger ses actifs, tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires. La société n'est soumise à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital. Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société a plusieurs possibilités, détaillées à la note 17.

La société définit son capital comme étant le total des capitaux propres et des dettes à long terme. Les capitaux propres (6 504 987 \$ au 31 mai 2009 et 4 814 891 \$ au 31 mai 2008) sont composés du capital-actions, des bons de souscription, du surplus d'apport et du déficit. Les dettes à long terme totalisaient 111 200 \$ au 31 mai 2009 et 188 132 \$ au 31 mai 2008. L'augmentation du capital de 1 633 164 \$ au cours de l'exercice 2009 est principalement expliquée par un placement public, diminué du déficit de l'exercice.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

19. IMPÔTS FUTURS

La charge d'impôt sur les bénéfices diffère du montant d'impôt par application des taux statutaires pour les raisons suivantes :

	2009	2008
Impôts au taux d'imposition applicable de 31,04 %	(1 724 749) \$	(1 247 870) \$
Incidences fiscales des charges non déductibles	104 093	33 922
Avantages fiscaux non comptabilisés	1 620 656	1 213 948
Recouvrement d'impôts futurs	- \$	- \$

Les impôts futurs se détaillent comme suit :

	2009	2008
Actifs d'impôts futurs		
Pertes fiscales reportables	3 491 026 \$	2 633 345 \$
Frais de financement reportés	361 259	282 972
Excédent de l'amortissement comptable sur l'amortissement fiscal	479 904	450 010
Frais de développement capitalisés	189 954	754
	4 538 294	3 367 081
Passifs d'impôts futurs		
Propriété intellectuelle	444 244	578 342
Passifs d'impôts futurs constatés	444 244	578 342
Actifs d'impôts futurs nets	4 094 050	2 788 739
Moins : provision pour moins value	4 094 050	2 788 739
Actifs d'impôts futurs constatés	- \$	- \$

De plus, la société a des crédits d'impôts inutilisés de 336 286 \$ au 31 mai 2009 (259 953 \$ au 31 mai 2008).

Les pertes fiscales à reporter au 31 mai 2009 s'élevaient à 13 165 606 \$ au fédéral, 13 261 364 \$ au Québec et 302 462 \$ en Ontario.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2009 ET 31 MAI 2008

19. IMPÔTS FUTURS (SUITE)

Les pertes fiscales expireront comme suit :

Année	Fédéral	Provincial Québec	Provincial Ontario
2010	78 269 \$	78 269 \$	- \$
2014	15 370	15 808	-
2015	190 386	190 386	-
2026	1 610 582	1 597 504	-
2027	2 810 637	2 613 796	-
2028	3 839 503	3 818 910	-
2029	4 620 859	4 294 782	302 462
	13 165 606 \$	13 261 364 \$	302 462 \$

20. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Exercice 2009

Au cours de l'exercice, la société a versé des honoraires professionnels totalisant 84 000 \$ à une société détenue par un actionnaire et administrateur. Au 31 mai 2009, les créiteurs incluent 7 000 \$ relativement à ces opérations.

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

Exercice 2008

Au cours de l'exercice, la société a versé des honoraires professionnels totalisant 78 100 \$ à une société détenue par un actionnaire administrateur. Au 31 mai 2008, les créiteurs incluent 7 350 \$ relativement à ces opérations.

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

21. CHIFFRES COMPARATIFS

Aux fins de comparaison, certains chiffres des états financiers de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une nouvelle classification.





RENSEIGNEMENTS CORPORATIFS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pietro Perrino

Président du conseil et administrateur

Yves Marmet

Administrateur, président et chef de la direction

Marie-Hélène Pinard ⁽¹⁾

Administratrice, secrétaire et chef des finances

Valier Boivin ⁽¹⁾

Administrateur

Micheline Luneau ⁽¹⁾

Administratrice

André Marmet

Administrateur

Robert Powell

Administrateur

⁽¹⁾ Membre du comité de vérification

SIÈGE SOCIAL ET DIRECTION GÉNÉRALE

6300, rue Auteuil, suite 121
Brossard (Québec), J4Z 3P2

Téléphone : 450.678.5457
Télécopieur : 450.678.9650
Courriel : info@zoommed.com
Site Internet : www.zoommed.com

BUREAU TORONTO

600, Cochrane Drive, suite 110
Markham (Ontario), L3R 5K3

Téléphone : 905.470.7447
Télécopieur : 905.470.7497

BOURSE

Les actions sont inscrites à la bourse de croissance TSX
Symbole boursier : ZMD

VÉRIFICATEURS

Mazars Harel Drouin, s.e.n.c.r.l.
(Anciennement connu sous Harel Drouin – PKF, s.e.n.c.r.l.)
215, rue St-Jacques, bureau 1200
Montréal (Québec), H2Y 1M6

CONSEILLERS JURIDIQUES

Boivin Desbiens Senécal Avocats
2000, avenue McGill Collège, bureau 2000
Montréal (Québec), H3A 3H3

&

Lapointe Rosenstein
1250, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1400
Montréal (Québec), H3B 5E9

AGENT DE TRANSFERT

Services aux Investisseurs Computershare inc.
1500, rue Université, bureau 700
Montréal (Québec), H3A 3S8

ASSEMBLÉE DES ACTIONNAIRES

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu
le 20 novembre 2009 à 10:00.
Hôtel Omni Mont-Royal, Montréal

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS ET LES ACTIONNAIRES

Les actionnaires, les investisseurs institutionnels, les courtiers, les analystes en valeurs mobilières ou toutes autres personnes qui désirent recevoir des renseignements financiers, des éclaircissements ou des exemplaires du rapport annuel ou de la notice annuelle de la Société doivent écrire à :

Service des relations avec les investisseurs et les actionnaires

6300, rue Auteuil, suite 121
Brossard (Québec), J4Z 3P2

Courriel : info@zoommed.com

